

Un droit ne se mendie pas, il s'arrache

Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!

28 février -- Les puissantes mobilisations étudiantes et ouvrières de décembre et janvier derniers ont donné un sérieux coup de semonce à la bourgeoisie française. Son gouvernement ayant été obligé de reculer sur plusieurs fronts, elle n'en garde pas moins sa volonté de revanche sociale, et Chirac poursuit sa politique d'intimidation de la classe ouvrière, et notamment de sa couche la plus vulnérable, les travailleurs immigrés et leur famille.

Poursuivant sans vergogne sur le thème éculé de la guerre "antiterroriste", le gouvernement continue à lancer ses flics dans la "chasse au faciès": le métro parisien, les rues des grandes villes, les banlieues infestées d'uniformes de gendarmes et de CRS, paradant le fusil en bandoulière comme pour un état de siège, les expulsions massives, le maintien des visas pour l'entrée en France, tout un arsenal qui livre quotidiennement toute personne ayant un tant soit peu le teint basané ou les cheveux crépus à l'arbitraire policier le plus total.

Renforcée par ce climat, jour après jour, comme une litanie sinistre, la terreur raciste continue. La banalisation de ces atrocités est telle qu'il faut aujourd'hui lire la presse à la rubrique des faits divers pour suivre pas à pas l'horreur quotidienne à laquelle sont soumis ces travailleurs et leur famille. Le 8 janvier, aux Lilas, dans la banlieue parisienne, Nasser Hamoudi, un jeune Algérien de 26 ans, est retrouvé mort dans le local à ordures d'un HLM, deux jours après une garde à vue dans un commissariat; scénario classique, les policiers affirment qu'il était drogué et malade et que les "bousculades" qu'il a subies au poste de police ne sont pour rien dans sa mort. La famille a toutes les raisons de croire le contraire. Le 30 janvier, à Nice, la police lançait au petit matin une rafle gestapiste pour traquer les "sans-papiers". 700 travailleurs seront contrôlés, la plupart originaires du Maghreb, 87 placés en garde à vue et 36 "reconduits" directement à la frontière.

Le 16 février, à Chambéry, deux individus, le visage masqué, font irruption dans un bar fréquenté surtout par des Maghrébins, tirent sur les clients, en blessant un grièvement. Ces crapules racistes seront identifiées quatre jours plus tard. Il s'avérera qu'il s'agissait de sous-officiers du 13e bataillon de chasseurs alpins,



Carte de séjour, véritable pass à la française, et rafles gestapistes: deux instruments de la ségrégation raciale et de la terreur raciste.

stationné dans une commune voisine. Suivant l'exemple de leurs collègues de Montpellier et de Carcassonne, ils traduisent en actes le message antiarabe de Chirac et Mitterrand sur l'"antiterrorisme" -- ce mot de code pour l'antisoviétisme en Méditerranée.

Et les fascistes de 1987 marchent sur les traces de leurs prédécesseurs hitlériens. Dans la nuit du 14-15 février, à Saint-Germain-en-Laye, une synagogue est mise à sac, couverte de graffitis antisémites, les instruments du culte profanés. Et le 17 février, ce sont cinq tombes de maquisards musulmans tombés dans la lutte contre les nazis qui ont été profanées dans un cimetière de l'Ain.

Les assassins frappent et la justice absout. Ainsi avec le brigadier Lapeyre qui en 1983 avait, de sang-froid, tiré une balle dans le front d'un adolescent algérien, Nasser. Maintenant invalide pour la vie, ce dernier avait commis le seul "crime" de rouler en mobylette sans lumière. La justice "compréhensive" a accordé à ce maniaque de la gâchette raciste un an de prison avec sursis! Cette scandaleuse décision ne fait que souligner la nécessité de mobilisations ouvrières pour imposer les simples mesures élémentaires de justice que sont la condamnation et l'emprisonnement des assassins racistes, avec ou sans uniforme. De même pour Marc Béani, l'un de ces porcs apprentis

légionnaires, qui continue à revendiquer son crime et a vu sa peine commuée en 20 ans de réclusion par la cour d'assises de Haute-Garonne, au bénéfice de "circonstances atténuantes" (!!) (*Libération*, 22 février). A l'époque comme aujourd'hui, la seule position décente pour cette vermine raciste c'est: enfermez-les pour la vie et jetez la clé de leur cellule!

Pourtant, les grandes grèves des mois précédents ont montré que la lutte de classe peut faire reculer la bourgeoisie et son gouvernement, et surmonter en même temps les divisions raciales à l'intérieur de la classe ouvrière. Cela est crucial, car ces divisions raciales menacent l'unité même du prolétariat de ce pays, particulièrement dans les secteurs clés de l'industrie comme l'automobile, minant gravement sa capacité à engager des luttes victorieuses contre les patrons et leur Etat. La bourgeoisie le sait bien, et il n'est rien qu'elle redoute davantage que de voir la classe ouvrière organisée reprendre à son compte le combat contre les atrocités racistes. Elle n'oubliera pas de sitôt que c'est pour protester contre l'assassinat d'un jeune Beur, Malik Ousseki, qu'un million de travailleurs, lycéens et étudiants français et immigrés sont descendus dans la rue.

Devant la mobilisation étudiante et la menace d'une grève ouvrière,



Rouge

le gouvernement Chirac avait prudemment fait retraite sur la loi Devaquet et, dans la foulée, sur le Code de la nationalité. Mais ce dernier reste toujours sur les tablettes de Chalandon qui attend son heure pour le faire appliquer après une soi-disant "vaste consultation". Ce projet de réforme scandaleux a évidemment pour but d'accentuer encore la ségrégation raciale en empêchant le plus de Beurs possible d'accéder à la nationalité française.

PLEINS DROITS DE CITOYENNETÉ!

Beaucoup de jeunes sont profondément révoltés par ces projets racistes de Chirac, par les agissements meurtriers de Pasqua et Pandraud et de leurs sbires, et plus généralement par la ségrégation et la terreur racistes qui gangrènent la société française. Ils sentent plus ou moins confusément qu'il existe un lien entre les divers aspects réactionnaires de la politique de Chirac, les projets de régression sociale tous azimuts du patronat, les préparatifs de guerre qui se font de plus en plus explicites. En même temps, beaucoup d'entre eux sont méfiants à l'égard de "la politique" parce qu'ils peuvent juger sur pièces le bilan de cinq ans de "gouvernement de gauche" -- le front populaire antiouvrier et antisoviétique

Suite page 10

**On ne combat pas Juquin
avec Marchais**

Voir page 3

**Harriet Tubman: combattante
de la liberté des Noirs**

Voir page 6

Bas les pattes devant Martine Toulotte!

28 février -- Les provocations continuent contre Martine Toulotte. Le 20 janvier dernier, aux informations de 20 heures, TFI diffusait un "reportage" visant à présenter cette "militante de la LCR et syndicaliste CGT" comme complice des attentats commis en France ces dernières années et comme une intermédiaire entre Action directe et les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) auxquelles ils sont imputés. "Tout part de cette femme" lance le commentaire du reportage qui présente des images de Martine Toulotte filmée à son insu et qui sont intercalées avec des images des attentats et des photos de ceux qui sont accusés de les avoir commis. "C'est plus que de l'assimilation. On donne l'impression que je manipule tout l'ensemble" protestait Martine Toulotte dans une interview à *Lyon-Libération* (29 janvier). Le Collectif de défense de Martine Toulotte faisait également remarquer que l'émission portait atteinte "non seulement à l'intégrité de Martine Toulotte mais encore la met en danger ainsi que les siens". *Le Matin de Paris* (24-25 janvier), commentant l'affaire, soulignait à juste titre: "Henri Curiel et Pierre Goldman furent tués il y a plusieurs années [...] après avoir été accusés l'un et l'autre par certains organes de presse d'être mêlés à des affaires d'espionnage et de terrorisme."

Après une brève campagne de protestations, la rédaction de TFI

a dû diffuser un "droit de réponse" dans lequel cette chaîne de télévision aux ordres reconnaissait implicitement avoir calomnié Martine Toulotte dans le sinistre "document exclusif" qu'elle diffusait le 20 janvier.

Toutefois, cette militante reste toujours inculpée de "recel de malfaiteur" pour avoir hébergé des membres présumés des FARL à une époque où ils n'étaient pourtant poursuivis pour aucune sorte d'infraction. Emprisonnée en février 86 (sous un gouvernement d'union de la gauche), Martine Toulotte fut libérée au bout de trois mois grâce à une campagne de défense nationale et internationale. Martine Toulotte est ainsi gardée en otage par la bourgeoisie et sa "justice". C'est une épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête du mouvement ouvrier. Le coup de TFI est survenu quelques mois après une campagne de la presse mercenaire, dans laquelle *le Figaro* et *le Point* s'étaient illustrés en présentant l'extrême gauche comme "ces Français qui aident les terroristes" et dans laquelle Martine Toulotte était déjà ouvertement accusée de complicité avec des membres présumés des FARL.

Cette presse ordurière, qui doit trouver ses "informations" dans les poubelles de la préfecture de Police, n'hésite devant aucun mensonge, le plus grossier soit-il; ainsi, *France-Soir* du 27 février récidive en titrant à propos du procès Abdallah dans



Martine Toulotte

lequel Martine Toulotte a été citée comme témoin: "Une terroriste jugée aux assises". Martine Toulotte n'a pas été jugée et n'est pas terroriste, ni même accusée de l'être. Mais qu'importe, il s'agit là d'une menace à peine voilée contre la militante d'extrême gauche qu'elle est.

Aujourd'hui, le Collectif de défense se félicite de ce que le juge d'instruction ait "décidé de dissocier son dossier de celui d'Abdallah". Toutefois, l'inculpation qui pèse encore sur Martine Toulotte n'a rien d'un malentendu juridique que l'on clarifiera peu à peu. La preuve en est justement l'interrogatoire de plus d'une heure qu'elle a dû subir lors du troisième jour du procès Abdallah, essuyant de plus les injures arrogantes de Kiejman, défenseur du gouvernement américain, interrogatoire qui ressemblait plus à un acte délibéré d'intimidation qu'à un simple témoignage. Il s'agit bel et bien d'une campagne menaçante contre laquelle se réclame de la lutte anti-impérialiste, une chasse aux sorcières anti-communiste commencée dès avant le 16 mars et poursuivie aujourd'hui prudemment mais de façon déterminée par ce gouvernement réactionnaire qui met à profit le consensus "antiterroriste" et antisoviétique dans le pays.

La levée de l'inculpation qui pèse encore sur Martine Toulotte est une question cruciale. Elle exige une mobilisation du mouvement ouvrier qui doit briser ce consensus.

- A bas le consensus "antiterroriste" et antisoviétique!
- Levée immédiate des inculpations contre Martine Toulotte!
- A bas la chasse aux sorcières anti-communiste! Les marxistes ont le droit d'organiser!

LO et la grève des cheminots

La voie de garage économiste

Lutte ouvrière continue à tirer les bilans de son intervention remarquée dans la grève des cheminots. Elle en profite pour infléchir sa ligne -- sans le dire. Dans la deuxième édition "augmentée" de sa brochure "La grève des cheminots -- 18 décembre 1986 - 15 janvier 1987", LO réaxe son approche de la grève sur un plan franchement et platement économiste. La brochure s'ouvre par un développement sur le blocage des salaires où on peut notamment lire que "le blocage des salaires, ouvert ou déguisé, reste donc l'axe principal de la politique économique du gouvernement [...]". De ce constat, LO a tiré la conclusion que la propagande des "révolutionnaires" doit avoir comme axe principal d'appeler les travailleurs à lutter pour des... hausses de salaires. C'est ce qu'affirme sans ambages l'éditorial de *Lutte Ouvrière* n°977 (21 février): "Or le problème des salaires est la revendication cruciale de nos jours pour la classe ouvrière."

D'après LO, puisque le blocage des salaires est une pierre de touche de la politique d'austérité de la bour-

geoisie, il suffirait de lutter pour des hausses de salaires pour remettre en cause l'ensemble de cette politique et démasquer aux yeux des travailleurs les directions ouvrières réformistes qui acceptent les règles du jeu édictées par les capitalistes. Malheureusement, ceci n'est qu'un syllogisme abstrait qui évite complètement la question de quelle forme doit prendre cette lutte dans les conditions politiques et sociales actuelles. Si Chirac n'a pas hésité à proclamer clairement que la grève des cheminots remettait en cause sa politique réactionnaire, c'est précisément parce qu'il savait -- hélas mieux que les doctes "marxistes" de LO -- que le point faible des cheminots était l'absence cruelle d'une direction et de perspectives politiques. Toute la détermination des cheminots à lutter (et pas seulement, d'ailleurs, pour des hausses de salaires) ne leur a pas suffi pour relever le défi politique lancé par Chirac. Et c'est là que le rôle de l'avant-gardé révolutionnaire est crucial.

Il y a plus de cinquante ans déjà,

en 1935, Léon Trotsky expliquait dans "Encore une fois, où va la France?": "Pour contraindre, dans les conditions actuelles, les capitalistes à faire des concessions sérieuses, il faut briser leur volonté: on ne peut le faire que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une autre ne peut se développer seulement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux" (*Oeuvres*, tome 5). On ne saurait mieux mettre le doigt sur le talon d'Achille du programme économiste de LO.

Pour échapper à ce cercle vicieux, il n'est qu'un moyen: le programme de transition, autrement dit un système de revendications qui font le lien entre les besoins concrets, immédiats des masses ouvrières et l'expropriation des capitalistes, la socialisation des moyens de production: échelle mobile des salaires, répartition du travail disponible entre toutes les mains ouvrières, ouverture des livres de compte des capitalistes, embauches massives, pleins droits

de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille, piquets de grève de masse organisant et défendant la grève, avec comme perspective politique celle d'un gouvernement ouvrier qui exproprie les exploiters et entreprenne la reconstruction socialiste de la France. Pour LO, les ouvriers doivent se contenter d'un brouet clair de revendications minimums où flotte de-ci, de-là un aphorisme "politique" du genre "c'est la spéculation boursière, c'est la course aux bénéfices faciles [...], qui créent la crise et le chômage" (*Lutte Ouvrière* n°977, 21 février).

En fait, LO elle-même ne croit pas sérieusement que de simples appels à lutter pour les salaires suffiraient à mobiliser les ouvriers. Pour faire bonne mesure, elle est obligée de puiser dans l'arsenal des arguments réformistes classiques développés systématiquement par le PCF -- et ce dernier est lui conséquent avec son appel chauvin au "Produisons français" -- comme quoi il est possible de satisfaire les revendications sans mettre en péril l'économie capitaliste: "Les travailleurs n'ont pas à craindre de mettre leur entreprise en faillite s'ils revendiquent des augmentations de salaire. [...] Ce ne sont pas les augmentations de salaire qui font augmenter les prix" (*Ibid.*) La faillite, en l'occurrence, c'est bien celle des prétentions "révolutionnaires" de ces trotskystes de la Pentecôte.

MEETINGS - DEBATS

Vive la Journée internationale des femmes!

AFGHANISTAN:

A bas les mollahs! A bas le voile! Victoire à l'Armée rouge!
Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans!

Nanterre: Meeting le 10 mars à 12h30,
Cafétéria, Bâtiment de Lettres.

Antony: Résidence universitaire
Téléphonez au 42 08 01 49

Pour tout renseignement, téléphonez au 42 08 01 49

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France,
Section de la tendance spartaciste
internationale, pour reforger
la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William
Cazenave (rédacteur en chef), Marc
Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne
Melies, Henri Riemann, Bruce Simon,
Jean Thimbault, Fred Zerah.
REALISATION: Jocelyne Melies.
DIFFUSION: Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William
Saffores-Mondotte.

Le Bolchévick, B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10.

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra,
75020 Paris.
Commission paritaire: n°59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres
ou articles signés ne reflètent pas
nécessairement le point de vue de
la rédaction.

Vingt-sept février -- A "L'heure de vérité" du 25 février sur Antenne 2, Marchais déclara avec un cynisme éhonté que la direction du PCF s'était trompée depuis... 25 ans: "Nous nous sommes trompés et nous avons, de bonne foi, trompé les Français. Ils nous le font payer" (*L'Humanité*, 26 février). Une "explication" qui ne risque guère ni de redonner le moral à des militants désemparés, ni de rétablir la confiance dans une direction qui révèle son cynisme profond et avoue sa faillite totale.

Deux mois après les plus grandes luttes sociales depuis vingt ans, la crise du PCF prend des proportions pratiquement sans précédent. Deux des figures de proue, Poperen (issu de Renault-Billancourt) et Rigout, démissionnent du comité central. Derrière Juquin, une ribambelle d'élus municipaux se rebellent, inquiets que le "cours sectaire" leur coûte leur place. Des fédérations entières bravent publiquement la place du colonel Fabien. Des opposants se rassemblent en fraction et fournissent manifeste et déclarations à la presse. Contrairement à ce qu'elle a fait avec Fiszbin ou Ellenstein, la direction ne peut même plus prétendre qu'il s'agit là d'"intellectuels petits-bourgeois" isolés. Y compris des sections ouvrières, comme Renault-Douai et Peugeot-Sochaux, sont entrées en révolte. Et ce n'est que le haut de l'iceberg. A la base, les militants ne se voient pas remettre leur carte ou abandonner les cellules. Dans la CGT, des militants actifs pendant la grève des cheminots sont rejetés comme des pestiférés. Le PCF n'est décidément pas "le parti des luttes"... c'est le parti des luttes internes! Et la direction semble complètement incapable d'arrêter le massacre. Marchais pourrait même y perdre son siège de secrétaire général.

Cette crise a une ampleur qui rappelle celle de l'automne 1939 -- juste à la suite du pacte germano-soviétique. Alors, le PCF, exclu du Front populaire qu'il avait construit avec les sociaux-démocrates et les bourgeois du Parti radical et qu'il avait aidé à porter au gouvernement, voyait, entre autres, un bon tiers de ses députés l'abandonner, préférant la défense nationale de l'impérialisme français et le giron de sa propre bourgeoisie et rompant avec le Kremlin sous la pression d'une vague mondiale d'hystérie antisoviétique, provenant d'ailleurs bien souvent des mêmes couches petites-bourgeoises qui auparavant avaient approuvé Staline pendant les infâmes procès de Moscou. Aujourd'hui, même si Marchais sera le dernier à faire volontairement sortir la question russe de son placard, ce sont les mêmes forces désagrégatrices qui sont en action. Avec la deuxième guerre froide déclenchée par les impérialistes contre le bloc soviétique, le PCF est déchiré entre son allégeance à sa propre bourgeoisie et ses liens, même très distendus, avec Moscou. Encore une fois rejetée par ses alliés d'hier, la direction du PCF se débat à nouveau avec des nostalgiques de l'union de la gauche-front populaire qui, comme Juquin ou Rigout, sont prêts à rompre tout lien avec Moscou pour se rendre totalement acceptables aux yeux de l'impérialisme. Mais usés par leur participation au gouvernement Mitterrand où ils ont avalé eux-mêmes tant de couleuvres antisoviétiques, Marchais et Cie ne peuvent même plus resserrer les rangs autour de la "forteresse assiégée" au nom d'une version cynique de la "défense de l'URSS". Et il n'a rien d'autre à offrir à ses militants dégoûtés par cinq ans de "gauche" au gouvernement qu'une nébuleuse nouvelle mouture de l'union de la gauche, rebaptisée "nouveau rassemblement populaire majoritaire".

Marchais a reconnu que "les Français" le leur ont fait payer au niveau électoral. Les militants du PCF qui se veulent de vrais communistes, luttant fermement contre leur propre bourgeoisie et pour la défense révolutionnaire de l'URSS, doivent faire payer très cher à leur direction non pas 25 ans, mais un demi-siècle de trahisons. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la construction, au travers d'une scission du PCF entre sa base ouvrière et son appareil réformiste corrompu, du parti révolutionnaire

Retour à Lénine! Défense de l'URSS!

On ne combat pas Juquin avec Marchais

combattant avec intransigeance sur un programme d'internationalisme prolétarien.

LE PCF N'EST PAS UN ENDROIT POUR UN COMMUNISTE

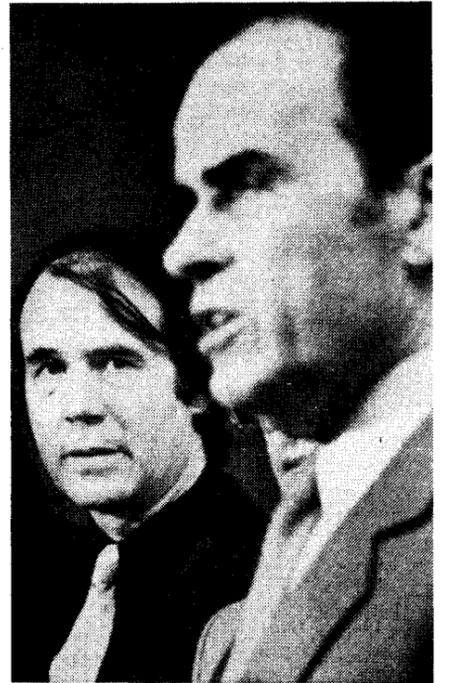
D'où viennent les "rénovateurs", "eurocommunistes" et autres excroissances social-démocrates? Ils sont le produit direct du stalinisme et de la politique front-populiste. Cinquante ans de cycles front-populistes! En 1935, la direction du PCF se ralliait bruyamment à la défense nationale au moment de la signature du pacte Laval-Staline. Peu après, elle constituait le Front populaire. La formation par le PCF de cette alliance de collaboration de classe, qui sera en 1936 l'obstacle sur lequel se brisera la grève générale, venait confirmer le fait que le PCF et tout le Comintern étaient finis pour la révolution avec l'approbation en 1933 de la politique sectaire criminelle du Comintern sous la direction de Staline qui avait permis à Hitler de prendre le pouvoir en Allemagne -- une catastrophe épouvantable pour le prolétariat mondial.

Dès 1938, Léon Trotsky, codirigeant avec Lénine de la révolution d'Octobre et fondateur de l'Armée rouge, expliquait: "La croissance des partis communistes dans les dernières années, leur pénétration dans les rangs de la petite-bourgeoisie, leur installation dans l'appareil d'Etat, les syndicats, les parlements, les municipalités, etc., ont renforcé dans une mesure extraordinaire leur dépendance envers l'impérialisme national, au détriment de leur dépendance traditionnelle

être par contre une opposition de gauche. D'autres ont pu croire que les appels de Juquin à la démocratie dans le parti pourraient constituer une brèche dans laquelle ils pourraient s'engouffrer. Ils doivent rompre immédiatement avec les "rénovateurs". Mais le PCF n'est pas redressable. Le PCF a besoin d'un nouveau Congrès de Tours (comme en 1920), une scission nette entre ceux qui veulent défendre l'ordre bourgeois et ceux qui veulent défendre l'Armée rouge en Afghanistan, qui n'hésitent pas à dire que Solidarnosc était un danger contre-révolutionnaire et qui veulent la défaite de "leur" propre bourgeoisie -- de la gare du Nord au Tchad et à Nouméa. Tous ceux qui se veulent communistes doivent rompre avec la direction du PCF et sa politique de collaboration de classe -- une politique de défaites pour le prolétariat.

RETOUR A LENINE!

Le bilan de cinq ans de "gauche" au gouvernement est clair: sans un programme révolutionnaire d'indépendance de classe pour l'expropriation de la bourgeoisie et l'instauration d'un gouvernement ouvrier, de défense de l'URSS contre tous les impérialistes et notamment contre la force de frappe française, de défense des travailleurs immigrés, il n'y a pas la moindre perspective pour mener à la victoire les luttes ouvrières contre la crise du capitalisme. Les militants du PCF ne trouveront pas ce programme auprès de LO ou de la LCR qui ont toutes deux aidé à mettre Mitterrand au gouvernement et qui ont cédé aux sirènes de la



Guéna-CFF
Les communistes véritables doivent rompre avec les Juquin et les Marchais.

alliances de front populaire: l'acceptation de la sacro-sainte défense nationale. La direction du PCF a payé le prix d'entrée dans le gouvernement antisoviétique de Mitterrand en capitulant sur l'Afghanistan, la Pologne et les Pershing. Les députés du PCF ont voté les budgets de guerre de la "gauche". Chaque militant communiste doit savoir que les missiles des sous-marins nucléaires français et les fusées du plateau d'Albion sont dirigés contre Moscou et Leningrad. Et chaque militant communiste doit savoir que l'URSS, malgré la dégénérescence stalinienne, reste le pays de la révolution d'Octobre. Tant que l'économie y sera collectivisée et planifiée, les impérialistes n'auront de cesse de récupérer les marchés qui leur échappent, même au prix d'un holocauste nucléaire. La défense militaire inconditionnelle du bloc soviétique contre tous les impérialistes est le devoir élémentaire de tout ouvrier conscient. Et c'est aussi la base de granit sur laquelle repose la possibilité pour le prolétariat des Etats ouvriers déformés et dégénérés du bloc soviétique de chasser, par la révolution politique, la caste bureaucratique stalinienne. D'aucuns dans le PCF voient en Gorbatchev une régénérescence socialiste en URSS. S'il est vrai que Gorbatchev est le premier dirigeant du Kremlin à n'avoir pas directement trempé dans les crimes de Staline, sa politique n'en reste pas moins la traditionnelle politique illusoire et dangereuse pour les acquis ouvriers dans le bloc soviétique de "coexistence pacifique" avec l'impérialisme. Les concessions qu'il a faites à Reagan au sommet de Reykjavik auraient pour effet d'affaiblir militairement l'URSS. Et il est à craindre qu'il soit prêt à abandonner les peuples afghans aux mains des bandes réactionnaires soutenues par les impérialistes au nom de la réconciliation nationale avec ces mollahs moyenâgeux. Ecrasez les mollahs! Etendez les acquis d'Octobre à l'Afghanistan!

Le chauvinisme de la direction du PCF l'a aussi conduite à commettre le répugnant acte raciste contre un foyer d'immigrés à Vitry en décembre 1980 -- un gage supplémentaire donné à la bourgeoisie pour sa future entrée dans le gouvernement Mitterrand. Les partisans du "Produisons français" ne pourront jamais lutter pour les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et être le parti léniniste tribun du peuple pour les opprimés.

Marchais vient de nous faire le coup des "25 ans" d'"erreurs". Déjà en 1979-80, pour expliquer son rejet.

Suite page 10



Ph. Keystone

Rassemblement du Front populaire. Thorez (ici entre les sociaux-démocrates Blum et Salengro) déclarait au congrès du PCF de janvier 1936: "Nous avons repris 'La Marseillaise' et le drapeau tricolore de nos aïeux."

envers le Kremlin [...]. La croissance des antagonismes impérialistes, l'approche manifeste du danger de guerre et l'isolement aussi manifeste de l'URSS doivent infailliblement renforcer les tendances nationales centrifuges à l'intérieur de l'ex-Comintern. Chacune de ses sections va commencer à déployer une politique patriotique à son propre compte. Staline a réconcilié les partis communistes des 'démocraties' impérialistes avec leur bourgeoisie nationale [...]. A partir de maintenant, les com-chauvins doivent se soucier de leur propre sort, dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la 'défense de l'URSS'" ("Une leçon toute fraîche", *Oeuvres*, tome 19). Les Juquin et autres Rigout résolvent, eux, la contradiction des PC en se dirigeant à grands pas vers la social-démocratie.

L'épouvantail Juquin est agité par la direction pour réduire au silence les militants du PCF qui pourraient

guerre froide antisoviétique. Aujourd'hui, alors que LO n'a à proposer comme "alternative" aux membres du PCF que "les luttes", la LCR les appelle, elle, à suivre Juquin...

On ne peut vaincre en ayant à sa tête des officiers de l'autre camp. Toutes les alliances front-populistes avec des bourgeois ne font que lier les mains des travailleurs, enrager la petite-bourgeoisie et finalement ouvrir la voie à la réaction. Les catastrophes sanglantes d'Espagne en 1939, d'Indonésie en 1965, du Chili en 1973 ou le retour en France de la réaction après chaque expérience front-populiste, en 1940, 1958 ou 1986, ont été la conséquence inévitable de cette politique de collaboration de classe.

Outre l'engagement à ne pas toucher à la propriété privée des moyens de production, la bourgeoisie exige de ses lieutenants ouvriers une autre condition clé pour sceller de telles

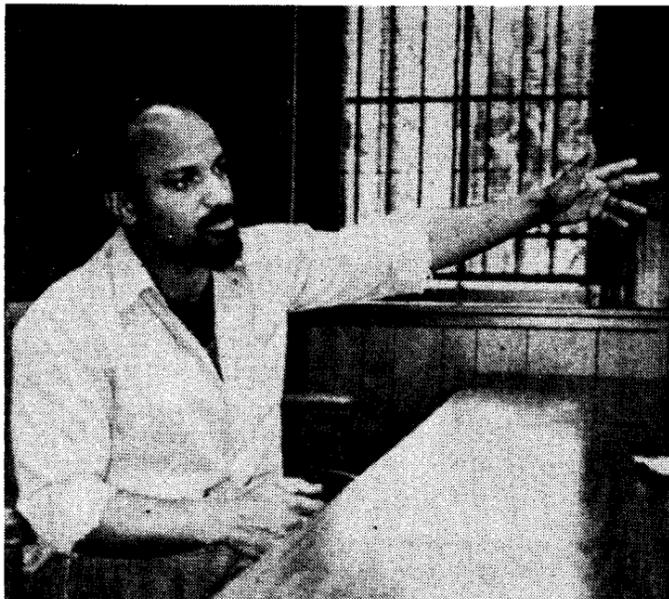
Un ex-Black Panther depuis 16 ans dans les prisons US

Libérez Geronimo Pratt!

Nous reproduisons ci-après un article traduit de *Workers Vanguard*, journal de nos camarades américains.

Il est maintenant temps pour le mouvement ouvrier, les minorités et tous les ennemis de l'injustice raciste de se rassembler dans la bataille pour libérer le prisonnier de la guerre de classe aux USA, Elmer "Geronimo" Pratt. Injustement condamné pour un meurtre qu'il n'a pas commis et ne peut avoir commis, cet ex-dirigeant du Black Panther Party de Los Angeles a passé plus de 16 ans dans les geôles racistes des prisons de Folsom et San Quentin (dont 8 ans dans l'isolement). Les dirigeants racistes des USA ont essayé de tuer Pratt comme ils ont tué tant des meilleurs parmi les combattants de la libération des Noirs. Ayant échoué, ils l'ont enfermé, essayé de le calomnier et utilisé tous les moyens pour briser sa volonté. Mais Pratt n'a pas courbé l'échine, n'a pas été brisé, il est resté profondément attaché à la cause des opprimés.

Pourquoi Geronimo Pratt a-t-il été pris pour cible des tentatives de meurtre et de "meurtre judiciaire" du gouvernement? Pratt est derrière les barreaux parce qu'il a consacré sa vie à la cause de la libération des Noirs, qui est partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière pour s'émanciper du joug du capital. Beaucoup de travailleurs ayant participé à la lutte pour la libération des Noirs dans les années 60 se souviennent des Panthers comme Pratt qui ont été soit assassinés, soit traînés, enchaînés, dans les tribunaux d'injustice et baillonnés derrière des murs de prison pour avoir osé se



Geronimo Pratt est emprisonné depuis 16 ans, victime d'une machination policière contre les Black Panthers.

et les attaques tous azimuts contre nos droits à tous, attaques qui forment la composante intérieure de la course à la guerre antisoviétique. Une victoire dans la bataille pour la libération de Pratt sera une grande victoire pour toutes les victimes de la réaction reaganienne aujourd'hui.

UN COURAGEUX COMBATTANT POUR LA LIBERATION DES NOIRS

Geronimo Pratt est originaire du sud de la Louisiane. Au cours d'une interview à *Workers Vanguard* à San Quentin, il expliquait: "J'ai

le droit et le devoir de se défendre contre la violence raciste. Apprécié de Bunchy Carter, le fondateur des Panthers à Los Angeles, Pratt devint un des dirigeants du Black Panther Party après l'assassinat de Carter.

Pratt devint immédiatement la cible du tristement célèbre "Counter-intelligence Program" (COINTELPRO), campagne d'assassinats et de machinations à laquelle J. Edgar Hoover, le directeur du FBI, avait confié la mission de "perturber, désorienter, discréditer et par ailleurs neutraliser" les groupes activistes noirs. Sur les 293 opérations COINTELPRO contre des groupes noirs, 233 étaient dirigées contre les Panthers. Les locaux du BPP furent mis à sac, des centaines de Panthers furent victimes de machinations et emprisonnés et 38 furent purement et simplement assassinés. Cette machine gouvernementale à assassiner avait Pratt dans son collimateur. Au cours d'une audience examinant le recours déposé par Pratt pour un nouveau jugement, l'ex-chef de l'"escouade antiextrémistes n°2" de Los Angeles devait admettre sans détours, parlant de Pratt: "Nous voulions le rendre inopérant."

Le 4 décembre 1969, un raid massif des flics et du FBI contre le quartier général des Panthers à Chicago assassinait de sang-froid Fred Hampton et Mark Clark dans leur sommeil. Quatre jours plus tard, les escadrons de la mort s'en prenaient à Pratt à Los Angeles. Au cours d'un raid mené au petit matin, des centaines de flics de la brigade métropolitaine de Los Angeles et une équipe de commando SWAT, armés de mitrailleuses M-60, de lance-grenades lacrymogènes et de dynamite, encerclèrent le quartier général des Panthers où habitait Pratt, tandis que des hélicoptères survolaient l'endroit. Ils soulevèrent la maison à un tir de barrage de cinq heures et criblèrent de balles le lit de Pratt, indiqué sur un plan par un informateur. Pratt n'eut la vie sauve que parce qu'il dormait par terre à cause de ses blessures de guerre. N'ayant pas réussi à le tuer, ceux qui voulaient l'assassiner l'arrêterent pour "préméditation d'attaque contre des policiers".

La machination des flics était tellement évidente que même un jury presque entièrement blanc rejeta ces accusations. Néanmoins, Pratt fut emprisonné pour quelques infractions mineures à la législation sur les armes. Sa femme Sandra -- enceinte de huit mois et également membre des Panthers -- fut "mystérieusement" tuée d'une balle dans la tête, et son corps fut retrouvé sur une autoroute de Los Angeles; jamais personne ne fut arrêté pour ce meurtre. Pendant que Pratt était en prison, le gouvernement le soumit à un lynchage "judiciaire". En utilisant

le "témoignage" d'un certain Julio Butler -- agent de la police de Los Angeles et informateur du FBI qui mentit sous serment concernant ses rapports avec ces organismes --, il fit condamner injustement Pratt en 1971 pour le meurtre, survenu en 1969, d'une institutrice (et militante antiguerrre) de Santa Monica.

Le FBI "perdit" ses bandes magnétiques qui prouvaient que Pratt se trouvait à 800 km de là au moment du crime, en visite à un local des Panthers d'Oakland, local truffé de micros et surveillé par les agents fédéraux. Au cours de l'audience de janvier 1985, Wesley Swearingen, agent haut placé du FBI à la retraite qui avait participé aux opérations de type COINTELPRO, vint témoigner qu'il avait vu les procès-verbaux d'écoutes de quatre lignes téléphoniques qui prouvaient que Pratt ne pouvait pas avoir commis le meurtre de Santa Monica. Swearingen déclara carrément: "Pratt a été victime d'un coup monté."

Depuis le premier jour, cette vendetta meurtrière contre Pratt a été orchestrée par une conspiration montée aux échelons les plus élevés du gouvernement. La CIA y mit son poids avec un rapport secret sur Pratt envoyé en août 1970 par son directeur de l'époque, Richard Helms, à la Maison Blanche de Nixon. Les criminels qui dirigent ce pays, après avoir jeté Pratt en prison à la suite d'une machination, sont déterminés à l'y maintenir. Et notamment le sinistre attorney général [ministre de la Justice] de Reagan impliqué dans le contragate, Edwin Meese.

Meese avait supervisé la campagne de l'Etat de Californie pour éliminer les Black Panthers quand Reagan était gouverneur de Californie. Meese continue à dire, à propos d'une victime de la police abattue pendant qu'il regardait passer une manifestation à Berkeley: "James Rector méritait de mourir." Le sang des camarades de Pratt comme Bunchy Carter et Little Bobby Hutton (abatus à Oakland-ouest) est sur les mains de Meese et de Reagan. C'est précisément du fait des "prouesses" sanglantes de Meese dans la guerre contre les Panthers et les opposants à la guerre que Reagan l'a choisi pour être le premier flic des USA, afin qu'il puisse être le fer de lance de l'attaque tous azimuts contre les droits démocratiques, civiques et humains les plus fondamentaux.

Geronimo Pratt a fermement refusé de "reconnaître sa culpabilité" pour un crime qu'il n'a pas commis. Ses efforts inlassables pour gagner sa liberté sont un modèle édifiant de dignité et de détermination. Comme il le dit lui-même: "Ma mère n'a pas élevé un meurtrier [...]. Je vais survivre, et je vais faire éclater la vérité. Je vais être complètement innocent." Citant le refus courageux de Pratt de se parjurer et de s'incriminer lui-même, et le qualifiant haïneusement de "danger pour la communauté", le parole board [qui décide des libérations anticipées] l'a maintenu en prison, avec acharnement, beaucoup



8 décembre 1969 -- La police de Los Angeles assiege le local des Panthers. Edwin Meese, l'actuel ministre de l'Intérieur, avait à l'époque supervisé la campagne de terreur d'Etat visant à éliminer les Black Panthers.

dresser contre les gouvernants racistes. La lutte contre l'oppression raciale et pour les acquis durement gagnés du mouvement ouvrier -- ce sont là des "crimes" aux yeux de la classe dirigeante.

Qui, après tout, profite du maintien en détention de Geronimo Pratt? Quels intérêts servent donc la destruction des syndicats, l'assassinat de grévistes sur les piquets de grève comme l'ouvrier du pétrole Greg Goobic ou le docker Jackson Taylor? Ceux des Reagan, des Edwin Meese et des patrons qu'ils représentent! Après tant d'amères défaites, les travailleurs et les minorités opprimés ont besoin de victoires qui ne peuvent être obtenues que par la lutte. La bataille pour libérer Geronimo Pratt maintenant est plus urgente que jamais; c'est un élément vital de la lutte contre la terreur raciste, contre la destruction des syndicats

grandi dans le pays du Klan, en luttant contre le Klan." Le Ku Klux Klan qui s'en était pris à sa famille et avait tué un ami proche (cf. *Workers Vanguard* n°382, 28 juin 1985). Comme des dizaines de milliers de jeunes Noirs, il a été envoyé en première ligne pour tuer et se faire tuer au Vietnam dans la sale guerre coloniale perdue de l'impérialisme. Ancien combattant abondamment décoré, Pratt rentra aux Etats-Unis opposé à l'impérialisme américain et déterminé à participer à la lutte contre l'ennemi raciste dans son propre pays.

Après s'être inscrit à une université de Los Angeles, il fit partie de ceux qui gravitaient autour du Black Panther Party (BPP), qui représentait l'expression la plus combative du nationalisme noir des années 60. Ce parti apprenait, comme Malcolm X l'avait fait, que les Noirs avaient

A Spartacist Pamphlet 75¢

Black History and the Class Struggle
No. 4

Black Soldiers in the Jim Crow Military

10F Port inclus

Ecrire au Bolchévick:
B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

plus longtemps qu'un véritable assassin ne l'aurait été.

En prison, Pratt s'est donné une formation de niveau universitaire -- avec un intérêt particulier pour l'histoire américaine, et surtout pour l'histoire des Noirs et des Indiens d'Amérique. Il a travaillé pour éduquer de jeunes prisonniers, commençant souvent par apprendre à de jeunes victimes des écoles du ghetto à lire et écrire. Il s'est remarié, et, bénéficiant du droit de visite conjugale, il a deux enfants, âgés de quatre et onze ans. La barbarie de l'emprisonnement d'un innocent -- dont le seul "crime" est d'oser se battre pour la justice -- le tient séparé de sa femme, de ses enfants et d'une mère âgée à qui il est profondément attaché.

Dans une lettre à l'association des juristes soviétiques et à l'agence de presse soviétique Tass, le Partisan Defense Committee écrivait: "Nous sollicitons votre aide pour exposer aux yeux du monde entier le cas de ce combattant contre le racisme capitaliste. La cause de Pratt est la cause des travailleurs, des opprimés du monde entier et de tous ceux qui sont attachés aux droits démocratiques. Le maintien en détention de Geronimo Pratt démasque le mensonge qu'il n'y a pas de prisonniers politiques ou de violations des droits de l'homme aux USA. Depuis les machinations contre les militants noirs jusqu'aux envois d'armes aux mollahs afghans réactionnaires, aux contras sanguinaires du Nicaragua, et au pantin de l'Afrique du Sud Jonas Savimbi, le gouvernement US est un ennemi des travailleurs du monde entier. Il est essentiel de mener une campagne internationale pour dénoncer maintenant cette violation des droits de l'homme. Une bataille couronnée de succès pour libérer ce prisonnier de la guerre de classe sera un grand coup porté à Reagan et à ses menées réactionnaires, sociales et politiques. Nous vous invitons à rejoindre la bataille pour libérer Geronimo Pratt et pour faire connaître dans le monde entier cet exemple d'injustice capitaliste raciste."

Pratt, qui a récemment gagné le droit de faire appel pour un nouveau procès, en est à un point extrêmement important dans la campagne contre sa condamnation truquée et son emprisonnement. Des protestations de masse sont cruciales pour cette lutte. Le soutien du mouvement ouvrier et des minorités opprimées se développe pour la manifestation du 21 février à Oakland, en Californie, manifestation à l'initiative de laquelle ont été le Partisan Defense Committee et la Bay Area Labor Black League for Social Defense, pour exiger: "Libération immédiate de Geronimo Pratt! A bas les machinations COINTELPRO de Meese et du FBI!"

Comme le souligne la déclaration faite à San Quentin le 28 janvier par Geronimo Pratt, et que nous reproduisons ici, la mobilisation de la puissance des travailleurs et des opprimés est clé pour la manifestation du 21 février. La classe ouvrière ne peut avoir aucune confiance dans les tribunaux des patrons. Il faut une défense lutte de classe de masse pour libérer nos combattants des prisons de l'ennemi de classe. Le cas de Geronimo Pratt doit être un point de ralliement pour tous ceux qui brûlent d'indignation devant l'oppression et l'injustice. Geronimo est en prison parce qu'il a combattu pour nous. C'est maintenant nous qui devons nous battre pour lui.

LIBERATION IMMEDIATE DE GERONIMO PRATT!

-- Adapté de Workers Vanguard n°421

Rassemblement à Oakland, Californie



Frenchie Alford, deuxième vice-présidente de l'Oakland Education Association et amie personnelle de la sœur de Pratt, s'adresse au rassemblement.

Justice pour Pratt!

Communiqué du PDC

25 février 1987

Réclamant "Libération immédiate de Geronimo Pratt! A bas la machination FBI/COINTELPRO!", plus de 200 militants et responsables syndicaux, activistes noirs et hispaniques, étudiants et socialistes se sont rassemblés samedi 21 février au Plaza Park, devant l'hôtel de ville d'Oakland. Ancien dirigeant du Black Panther Party à Los Angeles, Geronimo Pratt est emprisonné depuis plus de 16 ans, dont huit en isolement, pour un crime qu'il n'a pas commis et ne pouvait pas commettre. De la prison de San Quentin, ce courageux combattant pour la libération des Noirs avait envoyé un message au rassemblement: "Le fait que vous vous rassemblez autour de l'exigence ouvrière pour la justice montre un degré de conscience qui effraie vraiment les manipulateurs des travailleurs quand ils sont confrontés à la puissance terrible, brute, des travailleurs [...]. Ma libération serait une victoire et l'affirmation qu'être un combattant pour la libération des Noirs, ce n'est pas être un criminel."

Ce rassemblement a reçu un soutien considérable dans tout le pays. Il a été organisé à l'initiative de la Labor Black League for Social Defense et du Partisan Defense Committee -- une organisation de défense légale non sectaire en accord avec les buts politiques de la Spartacist League -- avec le soutien de plus de 60 responsables du mouvement ouvrier et syndical. Les employés du téléphone du Local [section] 9410 (San Francisco) du syndicat Communication Workers of America sont venus avec leur bannière syndicale. Plusieurs messages de solidarité ont été lus, envoyés par: Chavelo Moreno, membre du comité de grève des ouvriers de la conserverie de Watsonville, actuellement détenu; Hank White, président du syndicat des conducteurs de bus d'Oakland; Richard

Fraser, vétéran du socialisme et combattant pour la libération des Noirs; et l'Ujamaa Society de l'université d'Atlanta. Le représentant Ron Dellums et deux personnalités de la côte ouest, Doris Ward et Wilson Riles étaient parmi les plus de 100 signataires de l'appel au rassemblement, dans tout le pays.

Elihu Harris, député à l'assemblée de l'Etat de Californie, a joint sa

Prenant la parole au cours du rassemblement, John George, recteur du comté d'Alameda, tira profit de ses remarques sur le mauvais temps qui régnait ce jour-là: "Aujourd'hui est un jour symbolique parce que le vent était présent aujourd'hui, mais c'est un vent de changement. La pluie va tomber comme la justice et nous devons continuer cette lutte. Je vais me joindre à vous en disant 'Libérez immédiatement Geronimo Pratt!'" Parmi les autres orateurs du rassemblement figuraient Willie Lee Bell, secrétaire-délégué aux droits de l'homme du Local 739 du syndicat des mécaniciens; Frenchie Alford, deuxième vice-présidente de l'Oakland Education Association et amie personnelle de la sœur de Pratt; Janet McCullough John pour le Partisan Defense Committee et Jeff Higgins pour la Labor Black League. Higgins déclara aux manifestants: "Geronimo Pratt n'a pas courbé l'échine, n'a pas été brisé, il est resté profondément attaché à la cause des opprimés, il est un modèle de dignité et de détermination pour les travailleurs décents, partout."

Prenant la parole au nom de la Spartacist League, qui soutenait le rassemblement, Don Alexander fut applaudi avec enthousiasme quand il déclara: "Le Klan ne parade pas à Moscou! Il est certain que le capitalisme nous détruira, si nous ne le détruisons pas, si nous ne construisons pas ce parti ouvrier révolutionnaire de masse racialement intégré -- un parti bolchévique comme celui qu'avaient construit Lénine et Trotsky." Alexander, qui avait assisté au procès de Pratt en 1971, concluait: "Il s'est battu pour nous et maintenant nous utilisons notre force ici pour nous battre pour lui. Et c'est un



Plus de 200 personnes rassemblées pour la libération de Geronimo Pratt. Les employés du téléphone du Local 9410 du CWA étaient venus avec leur bannière syndicale.

voix à cette protestation dans une lettre envoyée à la cour d'appel qui instruit la procédure engagée par Pratt pour un nouveau procès. Harris a invité la cour à "reconsidérer la condamnation et l'incarcération de Geronimo Pratt [...], un héros de la guerre du Vietnam décoré de deux étoiles de bronze et d'une d'argent et de deux 'purple hearts'." La lettre de ce député exige aussi que le FBI livre les enregistrements qui, estime-t-on, prouveraient l'innocence de Pratt.

début très important."

Karen Allen, secrétaire de la Labor Black League for Social Defense de la côte ouest, parla avec émotion de ses visites à Pratt à la prison de San Quentin: "Aux derniers instants, vous voyez ses yeux, en sachant que vous partez mais que lui reste. Finalement, vous sortez de cette prison et vous savez que cet homme doit être libéré. Il doit être dehors avec nous, s'organisant avec nous. Donc il vous remercie tous pour vos efforts. Continuons le combat."

Appel de Geronimo Pratt

Le fait que vous vous rassemblez autour de l'exigence ouvrière pour la justice montre un degré de conscience qui effraie vraiment les manipulateurs des travailleurs; ceux-là n'ont aucun recours quand ils sont confrontés à la puissance terrible, brute, des travailleurs. Donc je veux vous enjoindre de continuer à apprendre à connaître ces plans type COINTELPRO et à connaître les nombreuses victimes de cette guerre secrète afin de mieux vous défendre.

Pendant des années on nous a dépeints comme des gangsters et des criminels parce que nous étions des combattants du mouvement de libération des Noirs. Ma libération serait une victoire et l'affirmation qu'être un combattant pour la libération des Noirs, ce n'est pas être un criminel.

Je vous enjoins sincèrement de venir et de vous dresser contre l'injustice, contre les vrais terroristes -- le régime feaganien. Les travailleurs de cette terre fasciste appelée l'Afrique du Sud sont à la tête de la lutte pour renverser cet empire du mal. Que leur exemple éclatant continue à nous inspirer et à nous encourager à aller de l'avant...

Dans l'esprit de Tecumseh...

Geronimo
Prison de San Quentin, Tamal, Californie, 28 janvier 1987

Une révolutionnaire de la Guerre civile américaine

Harriet Tubman: combattante de la liberté des Noirs



Library of Congress

Il est hautement significatif que dans ce sinistre cauchemar de la réaction reaganienne, le téléfilm Amerika, les occupants soviétiques des USA défilent avec des banderoles où on voit Lénine et... Lincoln. Si le premier a libéré les prolétaires,

ment contre l'esclavagisme. En effet, comme dit cet article écrit par nos camarades américains, sa vie "est un microcosme de la lutte pour la libération des Noirs au 19^e siècle; sa vie reflète directement les questions de l'époque".

Si l'anticommunisme et le racisme des impérialistes les poussent à se retourner contre les acquis des révolutions bourgeoises démocratiques des 18^e et 19^e siècles, nous nous réclamons de la tradition des combattants antiesclavagistes. Nous, trotskystes, nous nous tournons vers la classe ouvrière multiraciale américaine pour terminer les tâches démocratiques inachevées de la Guerre civile de 1861-1865 avec, comme mot d'ordre, "Achevons la Guerre civile — Pour la libération des Noirs dans une Amérique ouvrière!"

Dans cet article nous avons préféré

le terme "Guerre civile" à celui de "guerre de Sécession", couramment utilisé en France — et par les racistes sudistes aux Etats-Unis. On présente souvent à tort cette guerre civile comme simplement une guerre entre les "Yankees" et le Sud. Mais la guerre fit partie de la révolution américaine — la seconde révolution américaine, un conflit irréductible entre deux systèmes sociaux. La première partie de cet article retrace la vie de Harriet Tubman jusqu'en 1857, quand il était devenu évident que ce conflit n'admettait aucun compromis. La seconde partie traitera de la guerre elle-même, le rôle qu'y ont joué les Noirs et la trahison de la lutte pour la libération noire par la bourgeoisie nordiste. Ainsi il entre dans la série des articles que nous avons déjà publiés sur les révolutions.

de l'émancipation humaine profondément enracinée dans la religion. Pour des hommes comme les révérends Thomas Wentworth Higginson et Theodore Parker, l'esclavage était une offense à dieu et à la bible chrétienne et une trahison grossière des droits de l'homme tels qu'énoncés dans la déclaration d'indépendance et dans la constitution américaine.

Bien que leur préoccupation primordiale ait été l'esclavage, ces égalitaristes bourgeois radicaux combattirent aussi pour beaucoup d'autres questions politiques pressantes de l'époque comme l'enseignement gratuit, la tolérance religieuse et les droits des ouvriers. Le mouvement pour le vote des femmes débuta d'abord comme une bataille à l'intérieur du mouvement abolitionniste sur le rôle des militantes activistes anti-esclavagistes. Parmi ces démocrates révolutionnaires, les plus profondément engagés et les plus articulés politiquement, comme Frederick Douglass, comprirent qu'il fallait généraliser la lutte contre l'esclavage en une lutte contre toute oppression. A une réunion de la Women's Loyal League en mai 1863, congrès réuni pour soutenir le Nord dans la Guerre civile, Angelina Grimké, abolitionniste et dirigeante du mouvement pour les droits des femmes, s'exprimait ainsi: "Je veux être identifiée avec le Noir; tant qu'il n'aura pas ses droits, nous n'aurons jamais les nôtres" (cf. "The Grimké Sisters: Pioneers for Abolition and Women's Rights", *Women and Revolution* n°29, printemps 1985).

Plus que toute autre, la condition de la femme noire esclave, triplement opprimée, réclamait la libération. On déniait même souvent à ces femmes le droit d'élever leurs propres enfants, que leurs maîtres pouvaient vendre à leur guise, ainsi que tout autre membre de la famille. La vie d'Harriet Tubman illustre d'une façon particulièrement aiguë les gigantesques obstacles auxquels les femmes noires étaient confrontées pour ce qui est de la décence élémentaire de la vie. Malgré son courageux travail pour la libération des Noirs — y compris des années comme soldat dans l'armée de l'Union — elle vécut toute sa vie dans la pauvreté.

S'étant échappée de la servitude, Noire, femme, Tubman triompha de circonstances exceptionnelles pour devenir une dirigeante de la deuxième révolution américaine. Comme Frederick Douglass, elle fut capable de généraliser son expérience amère et brutale de l'oppression dans une conscience sociale révolutionnaire et une détermination à lutter pour tous les opprimés. Elle était en faveur de l'action politique combative et de l'insurrectionnisme révolutionnaire. Contrairement à l'aile garrisonienne et sa politique de "persuasion morale", elle faisait partie de l'avant-garde révolutionnaire du mouvement abolitionniste. A l'époque de la guerre, Tubman était célèbre dans tous les Etats-Unis et au-delà comme le "Moïse" de son peuple

Première partie

le deuxième avait libéré les esclaves et dans sa pourriture la bourgeoisie américaine répudie tout ce qui a été progressiste dans sa propre histoire.

Cette année, pour le 8 mars, journée internationale des femmes, nous rendons hommage à Harriet Tubman, une femme noire qui a lutté héroïque-



New York Historical Society

Harriet Tubman, héroïne de la Guerre civile américaine, savait que la libération des esclaves ne se réaliserait que par le fer et le sang.

Vers la fin de sa longue existence, l'abolitionniste noire Harriet Tubman, au cours d'une conversation avec un journaliste, parlait ainsi de ses années passées à servir la cause de la libération des Noirs: "Elle regarda pensivement un verger proche, et elle demanda soudain: 'Aimez-vous les pommes?' Ayant reçu l'assurance que oui, elle dit: 'Avez-vous jamais planté de pommier?' J'avouais avec honte que non. 'Non', dit-elle, 'mais quelqu'un d'autre les a plantés. J'aimais les pommes quand j'étais jeune, et j'ai dit, 'Un jour je planterai des pommes moi-même pour que d'autres gens en mangent', et je crois que c'est ce que j'ai fait!" (Frank C. Drake, *The New York Herald*, 22 septembre 1907, cité dans *Harriet Tubman* d'Earl Conrad).

Dans cette simple métaphore, Tubman reconnaissait le rôle d'avant-garde qu'elle avait joué en préparant le terrain pour la libération des Noirs des Etats-Unis au cours de la révolution que fut la Guerre civile (guerre

de Sécession). Passeuse dans le réseau de l'"Underground Railroad" [le "chemin de fer clandestin"], stratège militaire et espionne pendant la guerre, celle que John Brown avait surnommée "général" Tubman faisait partie de l'aile du mouvement abolitionniste, partisane d'une insurrection révolutionnaire dans la lutte contre l'esclavagisme sudiste. Comme John Brown, le martyr héroïque du raid de 1859 sur Harpers Ferry, et comme Frederick Douglass, éminent dirigeant politique du mouvement abolitionniste, Tubman savait que la libération des esclaves ne se réaliserait que par le fer et le sang. La vie d'Harriet Tubman est un microcosme de la lutte pour la libération des Noirs au 19^e siècle; sa vie reflète directement les questions de l'époque.

Bien que l'espoir d'une libération complète des Noirs ait été vaincu plus tard, avec la lâche trahison de la "reconstruction", le "verger de pommiers" de Tubman — la liberté pour les esclaves — fut une immense

avancée historique. L'abolition de l'esclavage et la lutte pour les pleins droits de citoyenneté pour la population noire, telle était la grandiose tâche historique de la Guerre civile, la deuxième révolution américaine, qui a poursuivi le travail inachevé de la première révolution américaine.

Le mouvement abolitionniste était partie intégrante d'un radicalisme bourgeois plus large du 19^e siècle, descendant des Lumières du 18^e siècle, des idéaux religieux protestants et de la révolution américaine, révolution si spectaculairement inachevée dans cette "terre de la liberté" où quatre millions d'hommes et de femmes subissaient l'esclavage. Les abolitionnistes participaient au grand élan religieux et intellectuel qui secoua les Etats-Unis après 1820, avec des mouvements comme le transcendantalisme et l'unitarianisme. Les abolitionnistes, et en particulier l'aile politiquement la plus radicale, étaient inspirés par une conception

sur l'"Underground Railroad".

Cependant, de nombreux détails de son travail sont obscurs, car elle opérait dans le secret de ce qui était fondamentalement une organisation révolutionnaire clandestine. Elle était illettrée, et beaucoup de ce qu'on sait de sa vie vient d'une biographie d'elle par Sarah Bradford, qui avait interviewé Tubman sur ses vieux jours. Par conséquent, une grande partie de l'histoire de sa vie doit être racontée par d'autres, en particulier par Frederick Douglass, avec qui elle partageait la conviction, pendant la triste décennie 1850, que la guerre qui se préparait devait écraser le système de l'esclavage et briser les chaînes de l'oppression des Noirs. Elle fut une collaboratrice et une amie non seulement de John Brown et de Douglass, mais aussi de beaucoup de personnalités clés de son époque, de l'abolitionniste William H. Seward, le secrétaire d'Etat de Lincoln, Sojourner Truth, Thomas Wentworth Higginson, Wendell Phillips et Gerrit Smith. Elle connut Ralph Waldo Emerson, Bronson Alcott et la plupart des activistes des droits des femmes les plus éminentes de son époque.

Douglass rendit hommage au rôle de Tubman dans une lettre écrite en 1868 et dans laquelle il défendait son droit à une pension de l'armée en tant que vétéran de la Guerre civile: "La différence entre nous est très marquée. La plus grande part de ce que j'ai fait et enduré au service de notre cause l'a été en public, et j'ai reçu beaucoup d'encouragements à chaque pas. Vous, d'un autre côté, vous avez travaillé d'une manière secrète. J'ai oeuvré au jour -- vous dans la nuit. J'ai eu les applaudissements de la foule et la satisfaction qu'on retire d'être approuvé par la multitude, alors que la plus grande part de ce que vous avez fait, en ont été témoins quelques hommes et femmes asservis, tremblants et effrayés, que vous avez conduits hors de la demeure de la servitude, et dont le sincère 'dieu vous bénisse' a été votre seule récompense. Le ciel de la nuit et les étoiles silencieuses ont été les témoins de votre dévouement à la liberté et de votre héroïsme. A l'exception de John Brown -- sacré soit son souvenir -- je ne connais personne qui ait délibérément affronté plus de périls et de privations pour servir notre peuple asservi, que vous ne



Vale University Press

L'abolitionniste noir Frederick Douglass préconisait une action politique combative et une insurrection contre l'esclavage.

l'avez fait. Beaucoup de ce que vous avez fait semblera improbable à ceux qui ne vous connaissent pas comme je vous connais" (cité dans Harriet Tubman: The Moses of Her People de Sarah Bradford).

ESCLAVES ET HOMMES LIBRES AVANT LA GUERRE CIVILE

Comme Frederick Douglass, Tubman était née esclave sur la rive est du Maryland, probablement en 1820. A cette époque, le pays était engagé



Nat Turner dirigea en 1831 l'héroïque révolte des esclaves.

dans la première des importantes batailles sur l'esclavage et les territoires US en expansion, bataille "résolue" dans ce cas-ci par le "compromis du Missouri" de 1820.

Depuis la fondation des Etats-Unis à la fin du 18e siècle, quand le système esclavagiste fut laissé intact dans tout le Sud, deux systèmes économiques, le capitalisme et l'esclavage, cohabitaient dans un seul pays. Le heurt inévitable des intérêts économiques qui devait amener à la victoire de l'un de ces systèmes sur l'autre fut retardé par toute une série de "compromis" dont l'axe était le maintien du contrôle par les Etats esclavagistes du gouvernement fédéral relativement faible. Mais les conflits économiques sous-jacents entre les deux systèmes finirent par atteindre le point où un compromis n'était plus possible. Le développement sur une grande échelle du capitalisme industriel nécessitait une main-d'oeuvre à exploiter, la source de ses gigantesques profits, une main-d'oeuvre mobile et au moins quelque peu éduquée. La clé de l'expansion capitaliste était le contrôle d'un marché intérieur en plein essor. Le système esclavagiste, au contraire, était basé sur une production agricole primitive, faiblement capitalistique; les esclavagistes cherchaient de nouvelles terres pour accroître le trafic, hautement lucratif, des esclaves, et pour transférer les plantations sur des sols vierges, non épuisés. L'affrontement éclata au sujet des énormes territoires en expansion de l'Ouest: seront-ils libres ou esclavagistes?

Karl Marx a décrit la poussée lente mais inexorable vers le pouvoir politique des Etats esclavagistes et leurs efforts pour accentuer leur contrôle sur les USA en expansion: "Le dernier Congrès continental de 1787 et le premier Congrès constitutionnel de 1789-1790 avaient légalement banni l'esclavage de tous les territoires de la République au nord-ouest de l'Ohio [...]. Le compromis dit du Missouri (1820), à la suite duquel le Missouri est entré dans les rangs des Etats-Unis en tant qu'Etat esclavagiste, exclut l'esclavage de tout le territoire au-delà du 36° 30' de latitude nord et à l'ouest du Missouri. Ce compromis fit avancer la zone de l'esclavage de plusieurs degrés de longitude, tandis que par ailleurs on assignait des limites géographiques très précises à sa propagation future. Cette barrière géographique fut à son tour renversée en 1854 par ce que l'on appelle le Kansas-Nebraska Bill, dont le promoteur fut Stephen A. Douglas, alors leader de la démocratie du Nord. Le Bill adopté par les deux chambres du Congrès abolit le compromis du Missouri, plaça sur le même pied esclavage et liberté, ordonna au gouvernement de l'Union de les traiter avec la même indifférence, et laissa à la souveraineté populaire le soin de décider s'il fallait ou non introduire l'esclavage dans un territoire. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, on abolissait toute limitation géographique et légale à l'extension de l'esclavage dans les territoires" (Karl Marx, La guerre civile aux Etats-Unis).

En 1820, quand naissait Tubman, les nouvelles du premier de ces âpres débats atteignaient même certainement les baraquements des esclaves, aussi isolés fussent-ils des nouvelles du monde. Peut-être les esclaves avec qui Tubman passa son enfance avaient-ils entendu parler de la profonde division du Congrès au sujet de l'amendement Tallmadge, lequel aurait interdit l'introduction de nouveaux esclaves au Missouri et permis l'émancipation progressive de ceux qui s'y trouvaient déjà. Ce premier grand débat sur l'esclavage était annonciateur des événements futurs. Abandonnant complètement son ancienne position antiesclavagiste, position non exempte de contradictions, Thomas Jefferson s'opposa fortement à l'amendement Tallmadge. En 1821, il écri-

En 1856, le sénateur abolitionniste Charles Sumner était roué de coups en plein Sénat par un sénateur sudiste. Cet acte scandalisa les forces anti-esclavagistes.



New York Public Library

vait: "Tous, j'en ai peur, ne voient pas ce point noir à l'horizon qui va, tôt ou tard, fondre sur nous comme une tornade."

Enfant, Tubman fit l'expérience de toutes les horreurs de l'esclavage. A l'âge de cinq ou six ans, elle était au travail, recevant le fouet d'une maîtresse cruelle, sur la nuque et en plein visage. Plus tard, elle travailla dans les champs. Elle était encore une enfant en 1831, à l'époque de la révolte de Nat Turner, rapidement et brutalement réprimée par les esclavagistes. En 1832, l'opposition du Sud agricole au tarif douanier fédéral destiné à protéger l'industrie du Nord conduisit à la "crise d'abrogation" au cours de laquelle la Caroline du Sud menaça de faire sécession. La peur que les esclavagistes avaient d'une insurrection noire, peur provoquée par la révolte de Nat Turner, alimentait leur intransigeance vis-à-vis du gouvernement fédéral.

Tubman avait environ 15 ans quand se produisit l'incident qui devait littéralement la marquer pour la vie. Alors qu'elle tentait de défendre un autre esclave sur qui s'acharnait un contremaître, elle fut frappée à la tête par un poids en fer de 1 kg qui lui fractura le crâne. Pendant des mois elle resta entre la vie et la mort, allongée sur des guenilles dans la case de sa famille. Cette blessure lui laissa une profonde cicatrice à la tête et la rendit sujette à des pertes de conscience, parfois trois ou quatre fois par jour, dont elle souffrit sa vie durant.

Mais au lieu d'être écrasée par la brutalité de sa vie, Tubman s'endurcit et décida de se battre. Quand elle fut guérie, elle développa sa force physique jusqu'à pouvoir soulever comme un homme de lourds barils, en dépit de sa petite taille. Son maître faisait admirer sa force comme une des "attractions" de la plantation. Elle laissa croire qu'elle était quelque peu demeurée du fait de sa blessure au cerveau, et elle prépara son éviction. Elle commença à avoir quotidiennement des visions, qui inspirèrent son intense engagement pour la libération des Noirs, partie intégrante d'une religion profondément personnelle.

En 1849, bien que cela signifiait quitter son mari (un affranchi qui refusait de l'accompagner), Harriet Tubman s'évada de l'esclavage. Elle et sa famille avaient eu vent que leurs propriétaires se préparaient à les vendre dans le Sud profond -- la hantise de tous les esclaves dans les Etats de la frontière. Déjà deux de ses soeurs avaient été emmenées, enchaînées et séparées de leurs enfants. Ses frères avaient perdu le courage de s'échapper; Tubman agit seule. Elle expliquera plus tard à Bradford: "J'avais réfléchi dans ma tête à la chose suivante: il y avait deux choses auxquelles j'avais droit, la liberté ou la mort; si je ne pouvais pas avoir l'une, j'aurais l'autre; car aucun homme ne me prendrait vivante; je me battrais pour ma liberté tant que j'en aurais la force, et quand viendrait pour moi le moment de partir, le Seigneur les laisserait me prendre."

Aidée par une femme blanche qui lui donna l'adresse de la première étape de l'Underground Railroad, Tubman se mit en route vers le Nord, voyageant de nuit. "J'avais franchi la frontière dont je rêvais depuis longtemps. J'étais libre; mais il n'y

avait personne pour m'accueillir sur la terre de la liberté, j'étais une étrangère dans un pays étranger, et chez moi c'était après tout dans le vieux coin des cases [...]. Mais j'arrivais à cette résolution solennelle: j'étais libre, et ils devraient être libres eux aussi." Faisant la cuisine et la lessive pour gagner sa vie, elle commença l'existence d'un esclave fugitif du Nord.

LES ANNEES 1850: LE CONFLIT DEVIENT INEVITABLE

Tubman arriva au Nord à la veille de la plus grande bataille jamais vue sur la question de l'esclavage. Le débat au Congrès provoqué par la requête de la Californie d'être admise dans l'Union comme Etat libre dura plusieurs mois, tandis qu'au Nord et au Sud assemblées et meetings de masse adoptaient des résolutions enflammées. Le Mississippi appela à une convention des Etats du Sud. Au bout d'un certain temps, un compromis qui ne satisfaisait que peu de gens dans les deux camps fut élaboré, largement grâce aux efforts de Henry Clay, Stephen Douglas et Daniel Webster. Ce dernier, en 1851, se vit enlever son siège au Sénat par une assemblée enragée du Massachusetts. Webster fut remplacé par Charles Sumner, un abolitionniste radical et inflexible. Sumner, qui devait devenir un dirigeant des Républicains radicaux, fut en 1856, après un discours enflammé contre

Suite page 8

Harriet Tubman ...

Suite de la page 7

l'esclavage, frappé et assommé à l'intérieur même du Sénat par un sénateur du Sud.

Les termes du compromis de 1850 tournaient autour d'une série de concessions donnant, donnant: la Californie serait admise comme un Etat libre, mais aucune restriction quant à l'esclavage ne serait faite dans les territoires cédés par le Mexique; et si Washington cessait d'être un entrepôt pour le trafic des esclaves, la loi de 1793 sur les esclaves fugitifs serait remplacée par une version beaucoup plus dure. Cette nouvelle loi était une infamie innommable, une menace pour la vie et la liberté des Noirs dans tous les Etats. Dans son pamphlet cinglant contre l'hypocrite "démocratie" américaine, *July Fourth and the Negro* [le 4 juillet et le Noir] (5 juillet 1852), Frederick Douglass la décrivait ainsi: "Pour les hommes noirs, il n'y a ni loi ni justice, ni humanité ni religion. La loi sur les esclaves fugitifs fait de la pitié à leur égard un crime; et elle soude le juge qui fait leur procès. Un juge américain reçoit dix dollars pour chaque victime qu'il envoie en esclavage, et cinq quand il n'y réussit pas. La parole de deux quelconques gredins suffit, avec ce texte scélérateur, pour envoyer l'homme noir le plus pieux et le plus exemplaire dans les griffes impitoyables de l'esclavage! Son propre témoignage n'est rien. Il ne peut produire aucun témoin à sa décharge. Le magistrat de la justice américaine est tenu par la loi de n'entendre qu'une seule des parties; et c'est celle de l'opresseur. Que ce fait accablant soit perpétuellement raconté. Qu'on proclame dans le monde entier que dans l'Amérique tyrannique, qui hait les rois et aime le peuple, dans l'Amérique chrétienne et démocratique, les sièges des tribunaux sont occupés par des juges qui sont ouvertement et concrètement soudoyés dans l'exercice de leur charge, et qui sont tenus, quand ils décident de la liberté d'un homme, de n'entendre que ses accusateurs!" (*The Life and Writings of Frederick Douglass*, vol. 2).

Nombre de Nordistes se jurèrent de rendre la loi sur les esclaves fugitifs lettre morte. Le représentant Joshua Giddings, de l'Ohio, radical antiesclavage de longue date, mit même l'armée au défi de faire appliquer ce texte: "Que le président [...] abreuve de sang notre terre de liberté, mais il ne nous fera jamais obéir à cette loi" (cité dans *Ordeal by Fire: The Civil War and Reconstruction* de James M. McPherson). Quand en 1854 l'esclave fugitif Anthony Burns fut kidnappé à Boston par une bande de nervis organisée par son maître virginien et le gouvernement fédéral, la ville s'est enflammée,



John Brown
— Son raid héroïque contre l'arsenal de Harpers Ferry en 1858 marquera le début de la Guerre civile.

depuis les bureaux gouvernementaux jusqu'aux simples citoyens. Le comité local de vigilance, constitué pour aider les esclaves fugitifs, organisa de grands rassemblements. Une attaque mal coordonnée contre le tribunal fédéral ne réussit pas à sauver Burns. Le gouvernement fédéral et les esclavagistes réussirent à ramener Burns en esclavage. Mais il fut le dernier fugitif à être livré dans toute la Nouvelle-Angleterre. En fait, neuf Etats du Nord adoptèrent des lois sur les libertés individuelles qui annulaient de fait les dispositions de la loi sur les esclaves fugitifs. En 1859, la cour suprême, dominée par

le Sud, déclara inconstitutionnelles les lois sur les libertés individuelles.

Une des actions les plus célèbres de Harriet Tubman fut la libération de Charles Nalle. Nalle était un esclave fugitif qui fut déclaré coupable en 1860, en vertu de la loi sur les esclaves fugitifs, par le tribunal de Troy dans l'Etat de New York. Pendant plusieurs heures, la bataille fit rage autour du tribunal entre les abolitionnistes et les autorités, jusqu'à ce que Tubman, avec l'aide d'autres personnes, s'emparât de Nalle et le fit partir pour le Canada.



Des Noirs libres mirent en déroute à Christiana, en Pennsylvanie, des traqueurs d'esclaves. Un tract publié en 1851 par le comité de vigilance de Boston mettait en garde les Noirs contre les traqueurs d'esclaves.

Mais le Nord était loin d'être exempt de forces esclavagistes ou racistes. Beaucoup d'Etats avaient des "lois noires". L'Indiana, l'Oregon, l'Illinois adoptèrent même des dispositions qui interdisaient l'immigration des Noirs. Ces mesures reflétaient non seulement le racisme de nombreux Blancs dans ces Etats, mais elles représentaient aussi un conciliationnisme ouvert vis-à-vis du Sud. Ces mesures déclaraient indésirables les fugitifs. Mais, en fait, l'opposition à l'esclavage était trop souvent basée sur le désir d'exclure purement et simplement les Noirs. Et pendant les années 1850, à mesure que le mouvement abolitionniste se renforçait, les bandes esclavagistes en faisaient autant. Tubman fit personnellement l'expérience de la violence des racistes du Nord quand elle participa à un service d'ordre pour défendre Wendell Phillips et William Lloyd Garrison lors d'un meeting à Boston en 1860, réunion attaquée par des voyous esclavagistes.

L'UNDERGROUND RAILROAD

Dans ce contexte marqué par une multiplication des attaques contre des Noirs, libres ou esclaves, Harriet Tubman commença à travailler avec la filière Underground Railroad. Reconnaissable à sa cicatrice à la tête et sujette à des pertes de conscience, elle encourut d'incroyables dangers qui augmentèrent avec les années. Elle finança ses voyages grâce à son propre travail et grâce à des collectes parmi les abolitionnistes. Etant donné le secret de ses missions et le fait que sa tête était mise à prix -- les esclavagistes offrirent des primes atteignant 40000 dollars, une énorme somme à cette époque --, il y a peu de documents sur ses 19 voyages dans le Sud. Elle portait toujours un pistolet et menaçait de l'utiliser contre ceux dont le courage flanchait, suivant le principe que les morts n'ont rien à raconter. Dans son Maryland natal, où elle revint à de nombreuses reprises sauver des dizaines de personnes (dont tous les membres de sa famille sauf un), un si grand nombre d'esclaves s'échappèrent que la panique s'empara des esclavagistes, panique qui provoqua la convention du Sud de 1858. De vieilles lois furent exhumées pour réprimer les esclaves en fuite; 89 Noirs affranchis furent réduits à nouveau en esclavage du fait d'une nouvelle loi.

Mais Tubman poursuivit son travail jusqu'à la Guerre civile. Elle fit personnellement sortir de tous les

coins du Sud quelque 300 personnes. Dans les années 1880, elle parla de cette époque dans un meeting de militantes pour le droit de vote des femmes: "Oui, mesdames, [...] j'ai été le passeur sur le chemin de fer clandestin pendant huit ans, et je peux dire ce que la plupart des passeurs ne peuvent pas dire: je n'ai jamais fait dérailler mon convoi et je n'ai jamais perdu un passager."

Frederick Douglass déclara au sujet de l'Underground Railroad: "Je n'ai jamais accompli de travail

les "quarante-huitards rouges", réfugiés européens ayant fui la vague de réaction qui suivit l'écrasement des révolutions de 1848. Noirs, Blancs, nouveaux immigrants, beaucoup de ceux-là formeront plus tard l'aile gauche du Parti républicain.

Les abolitionnistes n'étaient en aucune manière un groupe homogène. Un des abolitionnistes les plus célèbres, William Lloyd Garrison, était contre toute activité politique (se présenter aux élections, adresser des pétitions au gouvernement) sur la base que la constitution améri-

CAUTION!!
COLORED PEOPLE
OF BOSTON, ONE & ALL,
You are hereby respectfully CAUTIONED and advised, to avoid conversing with the
Watchmen and Police Officers
of Boston,
For since the recent ORDER OF THE MAYOR & ALDERMEN, they are empowered to act as
KIDNAPPERS
AND
Slave Catchers,
And they have already been actually employed in KIDNAPPING, CATCHING, AND KEEPING SLAVES. Therefore, if you value your LIBERTY, and the Welfare of the Fugitives among you, Keep them in every possible manner, as so many HOUNDS on the track of the most unfortunate of your race.
Keep a Sharp Look Out for KIDNAPPERS, and have TOP EYE open.
APRIL 24, 1851.

plus à mon goût, plus attirant, fascinant et gratifiant. Il est vrai que comme moyen de détruire l'esclavage, c'était comme essayer d'assécher l'océan avec une cuillère à café, mais la pensée qu'il y avait un esclave de moins, et un homme libre de plus -- ayant moi-même été un esclave, et un esclave fugitif -- me mettait au coeur une indicible joie" (*Life and Writings of Frederick Douglass*). En fait, l'impact politique de l'Underground Railroad allait bien au-delà du faible nombre d'esclaves libérés, qu'on a estimé être moins d'un millier par an sur une population totale de quatre millions d'esclaves. Réseau interracial de militants prêts à risquer la prison ou la mort dans leur travail, c'était un point de ralliement du travail abolitionniste. Les tournées de meetings tenus par d'ex-esclaves qui décrivaient l'horreur de leur vie dans la captivité gagnèrent beaucoup de gens à la cause de l'abolition. Les comités de vigilance non seulement aidaient les Noirs nouvellement arrivés à s'installer, mais aussi essayaient de combattre le racisme du Nord.

Et ce qui est le plus important, l'Underground Railroad permit la cristallisation d'une avant-garde abolitionniste noire dans le Nord. L'historien noir W.E.B. DuBois écrit: "Nulle part l'imminence d'une grande lutte ne se manifesta plus clairement que chez les Noirs eux-mêmes. L'insurrection organisée cessa dans le Sud, non à cause des rigneurs accrues du système esclavagiste, mais parce que la grande soupape de sécurité de l'évasion vers le Nord était ouverte de plus en plus large, et ses méthodes en étaient progressivement coordonnées dans le mystérieux système connu sous le nom de chemin de fer clandestin. Les esclaves et les affranchis commencèrent ce travail et en supportèrent jusqu'au bout les dangers et les rigneurs; mais, petit à petit, ils s'assurèrent de plus en plus la coopération d'hommes comme John Brown et d'autres, moins radicaux mais tout aussi bien disposés" (*John Brown*). Il devenait de plus en plus clair que la libération des Noirs américains était une tâche nationale dépassant la portée d'une insurrection locale d'esclaves comme celles de Nat Turner ou de Denmark Vesey. Une direction pour l'émancipation des Noirs se développa ainsi dans le Nord, parmi le noyau combatif d'ex-esclaves, d'affranchis et d'abolitionnistes blancs -- des gens comme Douglass, Tubman, Brown, Wendell Phillips et Charles Sumner. Il existait aussi un élément modeste mais crucial de militants radicaux expérimentés,

caine était esclavagiste. Partisan de la "persuasion morale", Garrison s'opposait à l'utilisation de la force dans la lutte contre l'esclavage. Il finit par proposer comme "solution" la sécession du Nord -- ce qui, cela va sans dire, n'aurait pas mis fin à l'esclavage.

Bien que Douglass et Brown aient initialement adhéré à la "persuasion morale", ils se rendirent tous les deux bientôt compte que celle-ci était condamnée à l'échec. Même l'Underground Railroad, bien qu'il défiât en permanence le système esclavagiste et les lois fédérales qui le protégeaient, n'était pas une arme décisive pour mettre fin à l'esclavage et, en tant que tel, avait plus un rôle exemplaire que stratégique. Douglass, Brown et Tubman adoptèrent tous les moyens pour lutter contre l'esclavage, depuis les pétitions et l'agitation jusqu'à l'autodéfense armée et l'insurrection. En 1852, au cours d'une *national free-soil convention* [forces opposées à l'extension de l'esclavage aux nouveaux territoires de l'Ouest], Douglass déclarait: "La seule manière de rendre la loi sur les esclaves fugitifs lettre morte, c'est de causer la mort d'une demi-douzaine de kidnappeurs. Une demi-douzaine de kidnappeurs morts ramènera dans le Sud refroidiraient les ardeurs des gentlemen du Sud et tiendraient leur rapacité en respect!" ("The Fugitive Slave Law", *The Life and Writings of Frederick Douglass*, vol. 2). Quand la guerre éclata, ce furent Douglass et les autres abolitionnistes radicaux qui réclamèrent l'affranchissement et l'armement immédiats des esclaves. Finalement, l'insurrection des Noirs devait détruire la puissance esclavagiste: c'était la seule façon pour l'armée de l'Union de gagner la guerre. [A suivre]

-- Traduit de Women and Revolution n°32, hiver 1986-87

Journal de la Commission femmes de la Spartacist League/U.S.

Women and Revolution

Behind Busing Abortion Privacy? Meese Police Target Everybody

15F pour 4 numéros

Ecrire au Bolchévick: BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

18 janvier -- Une fois de plus, le monde a les yeux tournés vers l'agitation en Chine. Une fois de plus, des dizaines de milliers d'étudiants sont descendus dans la rue à Shanghai et à Pékin; cette fois-ci sous la bannière de la "démocratie et de la liberté". Et une fois de plus, un haut dirigeant chinois, considéré comme dauphin du chef suprême Deng Xiaoping a été limogé, probablement parce qu'il a laissé les manifestations étudiantes aller trop loin.

La presse occidentale prétend que les étudiants manifestent pour la "démocratie à l'occidentale". Les bureaucrates de Pékin, qui ont d'abord laissé faire, se sont durcis et ont dénoncé le "libéralisme bourgeois" des étudiants. En même temps, certains personnages officiels chinois ainsi que des journalistes occidentaux ont comparé ces manifestations aux Gardes rouges de la Révolution culturelle des années 60. La réalité est à la fois plus contradictoire, plus complexe et plus fluide.

Beaucoup d'étudiants ont certainement des illusions dans la "démocratie à l'occidentale". Dans une des manifestations, ils portaient une affiche avec la statue de la liberté et une citation d'Abraham Lincoln -- "Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple". Mais ce qui est plus important encore, c'est que les étudiants chinois ont écouté Voice of America (VOA) pour savoir ce qui se passait dans les autres villes où il y avait des manifestations. Un reporter américain de Voice of America fut même acclamé quand il arriva Place du Peuple à Shanghai. "On peut faire confiance à VOA" déclara l'un des étudiants.

Mais d'un autre côté, les étudiants de Shanghai portaient des banderoles rouges proclamant "A bas les nouveaux bureaucrates". Pourtant, il y a aussi une évidente sympathie pour la "fraction réformiste" de la bureaucratie en place, qui est dirigée par Deng Xiaoping. Ainsi à Pékin, les étudiants ont défilé en chantant l'Internationale et en portant des banderoles disant "Soutien à Deng Xiaoping et aux quatre modernisations" et "A bas les conservateurs et les réactionnaires".

Les précédentes grandes manifestations étudiantes, en septembre 1985, avaient eu pour cible la visite officielle du personnage principal du monde libre en Extrême-Orient: Nakasone, le premier ministre réactionnaire du Japon. Nakasone a rendu les étudiants chinois fous de rage lorsqu'il a été honoré par les soldats japonais morts pendant le viol de la Chine par le Japon dans les années 30 et 40. Sous le mot d'ordre de "A bas la deuxième occupation", ils protestaient aussi contre la présence de plus en plus grande de capitalistes japonais en Chine, qui est le résultat immédiat de la politique économique de "porte ouverte" de Deng Xiaoping.

DE LA REVOLUTION CULTURELLE AUX "QUATRE MODERNISATIONS"

Y a-t-il un fil conducteur entre les Gardes rouges de la Révolution culturelle, les manifestants anti-Nakasone et les manifestations actuelles pour la "démocratie et la liberté"? La jeunesse étudiante chinoise -- la jeune élite intellectuelle qui se voit comme l'héritière de la Chine future -- est profondément frustrée par l'arriération économique et sociale

Les manifestations étudiantes en Chine



Des étudiants brûlent le *Quotidien de Pékin* (ci-dessus); manifestation à Shanghai. L'ampleur des protestations révèle l'instabilité du régime stalinien.

de son pays, comparée à l'Occident impérialiste et au Japon. Dans leurs aspirations nationalistes frustrées, ils se jettent sur une solution, et quand ça ne marche pas, ils se précipitent sur une autre.

L'extrême instabilité du milieu étudiant chinois est le reflet de l'instabilité de la bureaucratie stalinienne chinoise et de ses zigzags brusques et incessants. Dans les années 50 et 60, les étudiants étaient attirés par le volontarisme utopique de Mao Ze-dong et ses promesses de grands bonds en avant et de révolutions culturelles instantanées. Puis, les Gardes rouges qui avaient été utilisés par Mao Ze-dong pour terroriser les intellectuels et intimider ses opposants fractionnels dans la bureaucratie, furent réprimés par l'armée quand ils échappèrent à son contrôle. Les plus virulents furent envoyés à la campagne pour "apprendre des paysans".

Dix ans plus tard, une nouvelle génération d'étudiants fut gagnée aux "quatre modernisations" de Deng Xiaoping, qui promettait de quadrupler le produit national de la Chine pour l'an 2000 afin que "la puissance de notre pays devienne vraiment grande". Mais les "quatre modernisations" ont surtout profité aux multinationales occidentales et japonaises et créé une nouvelle classe de riches paysans dans les campagnes et de petits entrepreneurs dans les villes.

"Les disparités dans les revenus sont plus importantes aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été depuis 1949", c'est-à-dire depuis le renversement du capitalisme en Chine. "C'est l'exemple le plus important des nouveaux déséquilibres économiques qui ont suscité l'envie de ceux, nombreux, qui n'ont pas profité des réformes" (*San Francisco Examiner*, 7 septembre 1986). Comme on a donné aux directeurs d'usine plus de marge de manoeuvre pour embaucher ou licencier, le chômage a augmenté. Les subventions d'Etat qui maintenaient les prix alimentaires à un bas niveau ont été coupées et il en résulte une inflation énorme qui est une source de profond mécontentement populaire.

Dans cette vague de manifestations étudiantes, un *dazibao* de l'université de Pékin reconnaissait que: "Un récent sondage d'opinion indique que les sentiments de colère contre les réformes, y compris l'augmentation des prix et autres aspects, augmentent de jour en jour." Mais ce même *dazibao* poursuit: "En ce moment clé, soutenir la fraction réformiste et créer un soutien populaire pour les réformes est la tâche urgente" (*Far Eastern Economic Review*, 15 janvier).

Les ouvriers de Shanghai auraient, selon le *Washington Post* (8 janvier) déclaré que "tout en sympathisant avec les étudiants, leur préoccupation

principale n'était pas de promouvoir la démocratie mais de s'opposer à une augmentation prévue des prix." Ce qui est en jeu ici, ce n'est pas simplement un économicisme étroit. Ces augmentations de prix sont la conséquence directe et inévitable des "réformes" de Deng Xiaoping qui vont dans le sens de l'économie de marché et que les manifestants étudiants soutiennent. Dans cette mesure, cette couche petite-bourgeoise privilégiée est en opposition aux besoins et aux revendications des masses travailleuses.

LES ILLUSIONS DANGEREUSES DANS LA "DEMOCRATIE PURE"

Ce qu'il y a de nouveau dans la vague actuelle de manifestations étudiantes, c'est l'insistance sur la "démocratie" -- comme s'il existait une démocratie pure et sans contenu de classe. Les manifestants étudiants n'ont pas exprimé ni même probablement élaboré dans leur tête comment organiser "la démocratie" dans les conditions concrètes de la Chine d'aujourd'hui. Supposons qu'un gouvernement parlementaire basé sur le suffrage universel puisse être mis en place dans l'Etat ouvrier chinois bureaucratiquement déformé. Quels en seraient les effets?

La population est en majorité paysanne et non ouvrière. De plus, les "réformes" de Deng Xiaoping ont pratiquement éliminé l'agriculture collectivisée. Une majorité parlementaire représenterait donc les petits paysans propriétaires dont certains sont relativement riches. Sous la pression sans relâche du marché capitaliste mondial, ces petits propriétaires en viendraient à dépendre des industriels et financiers occidentaux et japonais et... de la bourgeoisie chinoise, qui reste vivante et qui attend avec impatience dans les îles de Hong Kong et de Taïwan. La "démocratie pure" ne pourrait être qu'un pont -- un pont très court -- vers une contre-révolution capitaliste sanglante et une reprise de la domination impérialiste sur la Chine.

Bien sûr, les étudiants qui scandent "Vive la démocratie" ne désirent pas cette issue. La presse occidentale n'a pas trouvé grand-chose à rapporter en matière d'agitation contre-révolutionnaire ouverte, et ce n'est certainement pas faute d'avoir cherché. Ce qu'admettait le correspondant à Pékin du *Washington Post* était assez typique: "Les étudiants sont pour que les membres de l'énorme bureaucratie chinoise soient plus responsables [...]. Mais peu d'étudiants parlent de renverser le parti communiste. La plupart semblent vouloir réformer le système de l'intérieur".

La comparaison entre les manifesta-

tions étudiantes chinoises actuelles et le mouvement autour de Solidarnosc en Pologne, éclaire beaucoup les choses. Les activistes de Solidarnosc s'identifiaient ouvertement au "monde libre" de Ronald Reagan et aspiraient à restaurer le régime de la Pologne pré-communiste. Ils glorifiaient ouvertement Pilsudski, le dictateur fascisant de la Pologne de l'entre-deux-guerres. Si le nationalisme pilsudskiste est encore si fort actuellement, cela a à voir avec le fait que le renversement du capitalisme en Pologne ne résulte pas d'une rébellion massive contre l'ordre ancien mais a été fait par le haut et derrière le bouclier de l'armée soviétique. Le pendant de Pilsudski en Chine, c'est Chiang Kai-shek. On n'a pas entendu dire que les étudiants chinois glorifient Chiang Kai-shek et veulent renverser la victoire historique de 1949.

Chiang Kai-shek a été battu dans une guerre civile par l'armée rouge de Mao Ze-dong basée sur la paysannerie. Des centaines de millions de paysans se sont soulevés et ont pris les terres sur lesquelles leurs ancêtres avaient été exploités depuis la nuit des temps. La domination des seigneurs de la guerre et des usuriers voraces, des propriétaires rapaces et de la misérable bourgeoisie fut détruite. Les coutumes barbares plongeant leurs racines dans le vieil ordre confucianiste comme les pieds bandés des femmes, furent abolies. Une nation qui avait été ravagée et divisée par les puissances impérialistes pendant plus d'un siècle fut réunifiée et libérée du joug étranger.

Chiang Kai-shek et la plus grande partie de la bourgeoisie chinoise, battus dans la guerre civile, fuirent à Taïwan où ils massacrèrent des milliers d'indigènes pour imposer leur loi. Cette dictature militaire sanglante est devenue la Chine du "monde libre", protégée par la Septième flotte américaine. Son peuple est brutalement exploité par les multinationales. Taïwan est aussi devenu un des principaux camps d'entraînement pour les escadrons de la mort d'Amérique centrale.

A BAS L'AXE ANTISOVIETIQUE AMERICANO-CHINOIS!

C'est vraiment d'une indécente hypocrisie de la part des porte-parole impérialistes, que de baratiner les étudiants chinois sur comment le capitalisme et la liberté sont soi-disant des vertus inséparables. Un éditorial du *Wall Street Journal* (23 décembre 1986), intitulé "Manifestation à Shanghai" prétendait: "La liberté politique et la liberté économique vont ensemble; ce sont la chaîne et la trame de la liberté." Allez donc dire ça aux habitants de Taïwan!

Suite page 11

Pour contacter la LTF

Paris - Le Bolchévick
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49

Rouen - M. Benoît
BP 817
76009 Rouen Cedex
Tel: 35 71 20 86

Lyon - M. Delalandre
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 58 62 17

La série télévisée que Hitler aurait adorée

Manifestations aux USA contre "Amerika"

1er mars -- Une tempête de protestations a accueilli la série télévisée *Amerika* de la chaîne américaine ABC, un feuilleton grotesquement antisoviétique, anticommuniste et antiaméricain. *Amerika*, c'est de la propagande de guerre froide dans la tradition du grand mensonge hitlérien. Joseph Goebbels, le ministre de la Propagande nazi, aurait pu écrire le scénario de cette "occupation" soviétique des Etats-Unis, avec les Américains moyens terrorisés, endoctrinés, affamés et jetés dans des goulags. *Amerika*, c'est Goebbels à Hollywood. 1984 grande nature. Mais ce qu'il y a de vraiment digne d'Orwell dans *Amerika*, c'est sa similitude étonnante avec ce qu'est aujourd'hui l'Amérique de Reagan. Cette orgie d'antisoviétisme reflète la mentalité du président américain qui s'est incliné devant des tombes nazies à Bitburg, du gouvernement qui a fait bombarder des enfants noirs à Philadelphie et de la sinistre nouvelle droite qui pense que le Vietnam a été "perdu" à cause d'un "coup de poignard dans le dos" aux Etats-Unis mêmes.

Derrière les drapeaux rouges du bolchévisme, la Spartacist League a organisé le 15 février un piquet de protestation devant les studios d'ABC. Au même moment, nos camarades et sympathisants à Washington et à Chicago manifestaient également pour la sortie d'*Amerika*. Les manifestants spartacistes brandissaient des panneaux proclamant: "Reagan, c'est l'AmeriKKKa: Howard Beach, Forsyth County, le massacre de MOVE", "Pour une aide soviétique au Bronx sud!" et "Le Klan ne parade pas à Moscou!" Les manifestants scandaient: "Finissons la guerre civile! En avant vers un Etat ouvrier!",

PCF...

Suite de la page 3

dans le ghetto de la deuxième guerre froide après l'Afghanistan, la direction du PCF allait répétant: "Trois fois, ça suffit!", faisant référence aux trois alliances de collaboration de classe de 1936, 1944 et 1972. Cette bouffée d'air frais lutte de classe avait redonné un souffle aux militants du PCF qui étaient pris de nausée devant le propagandiste anticommuniste Mitterrand. Quant à nous, Ligue trotskyste, nous avons voulu donner, dans les élections présidentielles un soutien critique à Marchais (et pas un seul instant à Mitterrand, que ce soit au premier ou au second tour) -- une occasion de souligner la ligne de classe décisive tracée par la campagne antisoviétique et un sincère bras d'honneur à Mitterrand. Le PCF, en se présentant formellement comme indépendant de la bourgeoisie et en conduisant une campagne anti-Giscard et anti-Mitterrand, offrait aux trotskystes une occasion de propager avec un impact décuplé le programme révolutionnaire auprès de ses militants. Les bulldozers de Vitry ont refermé la brèche et empêché les révolutionnaires d'appeler à voter Marchais. Mais il y a un élément modeste qui a changé en France depuis l'intervention soviétique en Afghanistan. Toute une couche de membres du PCF, profondément attachés au pays de la première révolution prolétarienne et écoeurés par l'antisoviétisme de l'"extrême gauche", a pu apprendre à la lecture du *Bolchévick* que le vrai trotskysme, c'est-à-dire le programme avancé aujourd'hui par la tendance spartaciste internationale et sa section française, s'articule autour de deux axes centraux: "Défense militaire inconditionnelle de l'URSS contre les impérialistes et contre toute tentative interne de restauration capitaliste!" et "L'ennemi principal est dans notre propre pays!"



15 février -- Manifestations organisées par les trotskystes de la Spartacist League à New York et Washington contre le Grand Mensonge antisoviétique *Amerika*: "Lincoln a libéré les esclaves, Lénine a libéré les esclaves salariés!" "Le Klan ne parade pas à Moscou!"

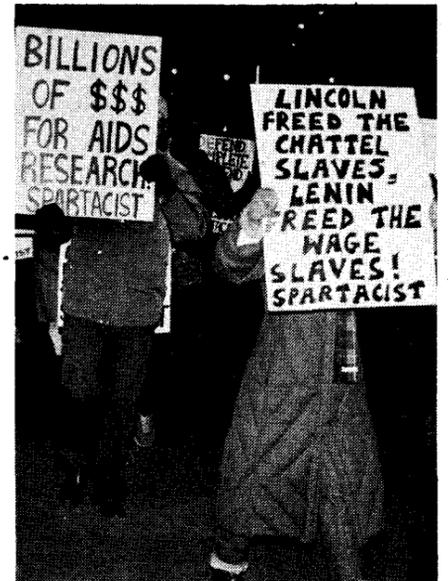
"Lincoln a libéré les esclaves, Lénine a libéré les esclaves salariés!" et "ABC nous fait vivre la troisième guerre mondiale!" Parmi les autres mots d'ordre spartacistes: "Qui a arrêté Hitler? L'Armée rouge! Défense de l'Union soviétique!", "Travailleurs: faites rendre gorge à Reagan! Vengez PATCO et MOVE!", et "La révolution communiste est le dernier et meilleur espoir de l'Amérique!"

Le 16 février, Joseph Seymour, membre du comité central de la Spartacist League, prit la parole de la salle pendant le "Morning Show" [débat du matin] de la station new-yorkaise de WABC, débat auquel participaient des diplomates soviétiques et un ex-agent de la CIA. Le porte-parole de la SL dénonça dans *Amerika* "une tentative d'attiser l'hystérie antisoviétique en mobilisant la population américaine pour la troisième guerre mondiale, ou un

prélude à des entreprises impérialistes comme une invasion du Nicaragua révolutionnaire". L'"ancien" agent de la CIA l'interrompit en demandant: "Est-ce que vous êtes financés par les Soviétiques?" Malheureusement, il manque au Kremlin la détermination révolutionnaire nécessaire pour financer le travail d'une organisation trotskyste comme la SL. Le camarade Seymour déclara en conclusion: "Nous voulons créer une Amérique soviétique. Pas par cette invention de coup d'Etat, mais par un soulèvement de la classe ouvrière américaine, des Noirs et des minorités pauvres de ce pays."

POUR UNE AMERIQUE COMMUNISTE!

Contrairement aux libéraux qui craignent d'être souillés par l'accusation de "communisme", nous défendons fièrement l'Etat ouvrier soviétique. Comme nous l'avons déclaré en an-



nonçant nos actions de protestation contre *Amerika*: "Les trotskystes de la Spartacist League se réclament de la tradition révolutionnaire internationale des bolchéviques de Lénine. Alors qu'*Amerika* invente une invasion des USA par la Russie, ce sont les USA qui ont envahi la Russie après la révolution bolchévique. Nous rendons hommage à l'Armée rouge de Trotsky qui a vaincu les armées impérialistes de 14 pays." Et au cours du "Morning Show" d'ABC, le porte-parole de la SL déclara: "Le porte-parole soviétique a fait remarquer que contrairement à cette histoire de fiction, les Etats-Unis ont envahi la Russie en 1918, puis à nouveau en 1922. Pourquoi? [brouhaha] Pour écraser la plus grande révolution ouvrière de l'histoire, une révolution ouvrière qui a montré l'exemple au monde, et [a été] la plus grande défaite du capitalisme mondial." ■

Pleins droits...

Suite de la page 1

du 10 mai 1981.

C'est là qu'entrent en scène les vedettes médiatiques de SOS-Racisme, Harlem Désir en tête, qui cherchent précisément à transformer ces jeunes révoltés, sous l'étendard frelaté d'un "antiracisme" bêlant, moralisateur et insipide, en bétail électoral pour le PS en 88.

C'est peu de dire qu'Harlem Désir et Cie roulent pour le PS. C'est le gouvernement Mitterrand qui a financé, en juin 1985, la grand-messe "antiraciste" de la Concorde et, pendant que Jack Lang signait de gros chèques, toutes les bonnes fées de l'"intelligentsia" social-démocrate se penchaient avec bienveillance sur le berceau de SOS. Après le 16 mars 86, SOS continuera pour un temps à bénéficier des libéralités du nouveau gouvernement Mitterrand-Chirac finançant les festivités de la Bastille en juin. Il est vrai que les étoiles montantes de SOS-Racisme se sont montrées très compréhensives avec les nouveaux occupants des ministères. Ainsi, au sortir d'une entrevue avec Pandraud et la ridicule crapule Malhuret, Harlem Désir osera-t-il déclarer à propos des projets du gouvernement sur le Code de la nationalité: "Tous [les ministres] ont tenu à ne pas identifier l'immigration à l'insécurité. Tous se sont montrés favorables à un consensus minima sur ces problèmes" (*Libération*, 14 mai). Les dirigeants de SOS-Racisme sont effectivement de chauds partisans du "consensus": "consensus" entre sociaux-démocrates et "modérés" de droite qui figurent en bonne place dans leurs galas de bienfaisance; "consensus" enfin et surtout entre les jeunes et les flics. Julien Dray, pont de SOS-Racisme et maintenant

jeune loup du PS, déclarera ainsi après l'assassinat de Loïc Lefebvre et de William Normand par des flics durant l'été 1986: "Dans ces deux affaires, il n'y avait pas deux victimes, mais quatre: les jeunes gens tués et les deux policiers en cause" (*Libération*, 13 août 1986). Et on se souvient qu'Harlem Désir proposait d'organiser des visites des commissariats par les jeunes afin de rétablir la "confiance" entre les tueurs en uniforme et leurs victimes. Prêcher ainsi la confiance dans la police est criminel, car cela ne fait que jeter les jeunes et les immigrés dans les bras de leurs bourreaux. La police, en effet, tout comme l'armée, est une institution dont la fonction est de défendre par la violence la propriété capitaliste et de réprimer les catégories sociales que la bourgeoisie veut "mater", au premier chef les immigrés et les enfants de travailleurs.

UN DROIT NE SE MENDIE PAS, IL S'ARRACHE!

L'oppression et la ségrégation raciales ne sont pas le résultat de "mauvaises idées" germées on ne sait comment dans le cerveau obtus des "beaufs". Le système d'oppression et de terreur est engendré par le capitalisme pourrissant, et ce n'est qu'en mobilisant la force sociale de la classe ouvrière organisée -- dont les immigrés, il faut le répéter, constituent une composante clé -- qu'on pourra faire reculer cette ségrégation et cette terreur racistes qui empoisonnent ce pays. Nous, trotskystes, exigeons les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille, revendication démocratique élémentaire mais qui, dans la situation politique et sociale actuelle, constitue un puissant levier pour mobiliser la classe ouvrière et les jeunes contre l'injustice raciste.

De plus, chaque attentat raciste, chaque atrocité policière, chaque provocation fasciste doit se heurter à une riposte massive de la classe ouvrière organisée, qui a la force de faire rentrer dans son trou la racaille raciste; groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les syndicats, contre la terreur des flics et des racistes!

Et la classe ouvrière ne peut pas se contenter de réagir aux attaques racistes. Dans chaque lutte du prolétariat de ce pays, il faut poser des revendications qui jettent un pont en direction des travailleurs immigrés. La récente grève des cheminots pouvait rendre cette question très concrète, étant donné le nombre important d'auxiliaires hors-statut travaillant dans les secteurs annexes de la SNCF et pour la plupart d'origine étrangère. Des mots d'ordre tels que "Travailleurs du rail, même travail, même statut! Titularisation immédiate des auxiliaires! A bas l'exclusion des étrangers de la fonction publique!" auraient été un puissant facteur de mobilisation et d'unité pour les travailleurs de ce pays.

Un juste droit ne se mendie pas, il s'arrache! Contre l'oppression raciale, les préparatifs de guerre anti-soviétique et les attaques anti-ouvrières, les travailleurs ont le pouvoir de renverser la vapeur. Le premier round social de ces dernières semaines a montré leur capacité de lutte et leur combativité. Ce qui leur manque, c'est une direction armée d'un programme et d'une stratégie capables de briser l'étau des directions réformistes et de rassembler derrière la classe ouvrière toutes les couches opprimées -- jusqu'à la victoire, la révolution prolétarienne et l'instauration d'un véritable gouvernement ouvrier. C'est ce combat pour construire une telle direction que la LTF a engagé. ■

Chine...

Suite de la page 9

Washington n'a reconnu diplomatiquement la République populaire de Chine que lorsque Mao Ze-Dong et Cie sont entrés dans une alliance stratégique avec les Etats-Unis contre l'Union soviétique au début des années 70. L'axe Washington-Pékin a été scellé dans la guerre, depuis l'Angola (où la Chine a armé des mercenaires noirs soutenus par la CIA pendant l'invasion sud-africaine en 1975) jusqu'aux attaques malheureuses contre le Vietnam en 1979 et depuis.

Pour justifier l'alliance de la Chine avec l'impérialisme, Deng Xiaoping a déclaré qu'une "porte ouverte" sur l'Ouest était nécessaire pour surmonter la "pauvreté, l'arriération et l'ignorance" héritées du passé. Mais les capitalistes étrangers n'ont aucun intérêt à moderniser l'industrie chinoise. Ce qu'ils recherchent, ce sont des endroits où surexploiter une main-d'oeuvre à son marché ou ouvrir le marché intérieur pour créer un lien direct entre le marché capitaliste mondial et la nouvelle couche de paysans aisés.

En réalité, l'alliance de la bureaucratie stalinienne chinoise avec Wall Street et Washington n'est pas une porte ouverte à la prospérité et

la modernisation mais à la guerre et à la contre-révolution. La frontière sino-soviétique, fortement militarisée, est un des endroits chauds qui peuvent déclencher la troisième guerre mondiale. Et si l'impérialisme US parvient à son but final qui est de détruire l'Union soviétique, la République populaire de Chine ne lui survivra pas longtemps.



Der Spiegel

La Chine de Deng Xiaoping scelle dans le sang son alliance avec l'impérialisme US: les troupes chinoises attaquent le Vietnam en février 1979.

Etant donné l'extrême arriération économique de la Chine, le programme stalinien de construction du "socialisme dans un seul pays" est encore plus évidemment utopique qu'en Union

soviétique. Les efforts de la bureaucratie de Pékin, de Mao Ze-Dong à Deng Xiaoping, pour transformer rapidement la Chine en une grande puissance mondiale ont tous abouti à l'impasse. Aujourd'hui, le programme des "quatre modernisations" de Deng Xiaoping est en train de s'effondrer. Il est de plus en plus impopulaire et les masses travailleuses résistent

de plus en plus. Et les récentes manifestations étudiantes ont à la fois montré et à coup sûr approfondi la distance entre la jeunesse éduquée et le régime.

Bref, la domination stalinienne à l'intérieur de la Chine reste très instable. Si une crise sévère provoquait la paralysie et la désintégration du régime, le programme de "démocratie à l'occidentale" pourrait être une avenue vers la mobilisation capitaliste contre-révolutionnaire, qui ne serait pas du tout "démocratique" mais plutôt une guerre civile sanglante. Ce dont la Chine a besoin, c'est d'un gouvernement ouvrier et paysan basé sur la démocratie des soviets -- une révolution politique prolétarienne pour balayer la bureaucratie de Pékin.

La construction socialiste en Chine, encore plus clairement qu'en Union soviétique, est intégralement liée à l'extension de la révolution aux pays capitalistes avancés, en particulier le Japon, bastion industriel de l'Asie. La "porte ouverte" à la modernisation en Chine ne peut venir que d'une planification socialiste internationale. On ne peut pas avancer d'un pas sur cette voie tant que la Chine n'aura pas rompu avec les fauteurs de guerre froide impérialistes de Washington et levé le siège du Vietnam héroïque. Pour ces tâches, il est essentiel d'avoir un parti trotskyste en Chine, dans le cadre de la renaissance d'une quatrième internationale, parti mondial de la révolution socialiste.

-- Traduit de Workers Vanguard n°420

Reagan...

Suite de la page 12

Au cours de l'affaire Watergate, Nixon avait tenté de se tirer d'affaire en prétendant que sa secrétaire avait effacé "par inadvertance" les enregistrements de communications téléphoniques compromettantes. Même ce subterfuge-là est interdit à Reagan et à ses acolytes. La "situation room" de la Maison Blanche, où se réunit la bande Reagan, contenait en effet un système de communications informatisé sophistiqué, PROFS, qui enregistrait les coups de téléphone et sauvegardait les messages tapés sur les terminaux du NSC, lesquels étaient utilisés abondamment par les reagan-gaters les plus notoires. (Un an après son départ de la Maison Blanche, McFarlane avait toujours un terminal chez lui.) Mais ces individus ne se doutaient pas qu'un exemplaire de tout ce qu'ils effaçaient était sauvegardé dans le système. Les bandes montrent que le NSC était engagé dans tout un tas d'opérations clandestines, et que Reagan, Casey et l'an-

qui continue à agir comme si rien n'avait changé. Ces derniers temps, les provocations du Ku Klux Klan se sont multipliées. Ainsi, dans la banlieue d'Atlanta, ces racistes ont défilé sans être inquiétés. Et quand un conseiller municipal, Hosea Williams, essaya de protester contre le fait que les gens du Klan diffusaient leurs appels au meurtre raciste au cours d'un débat télévisé diffusé dans tout le pays, il fut sommairement arrêté avec sept autres protestataires. En même temps, dans les dernières semaines, il y a eu plusieurs contre-mobilisations d'ampleur contre le Klan, de Louisville dans le Kentucky, à la côte est du Maryland. Et à Mobile, dans l'Alabama, un jury composé uniquement de Blancs a accordé sept millions de dollars de dommages et intérêts, contre des lyncheurs du Klan, à la famille de Michael Donald, un adolescent noir dont le corps tuméfié avait été retrouvé pendu à un arbre en 1981. Un membre du Klan a été condamné à mort pour ce meurtre atroce.

Pourtant, aucun coup sérieux n'a été récemment porté aux patrons ou à leurs tueurs racistes. Les diri-

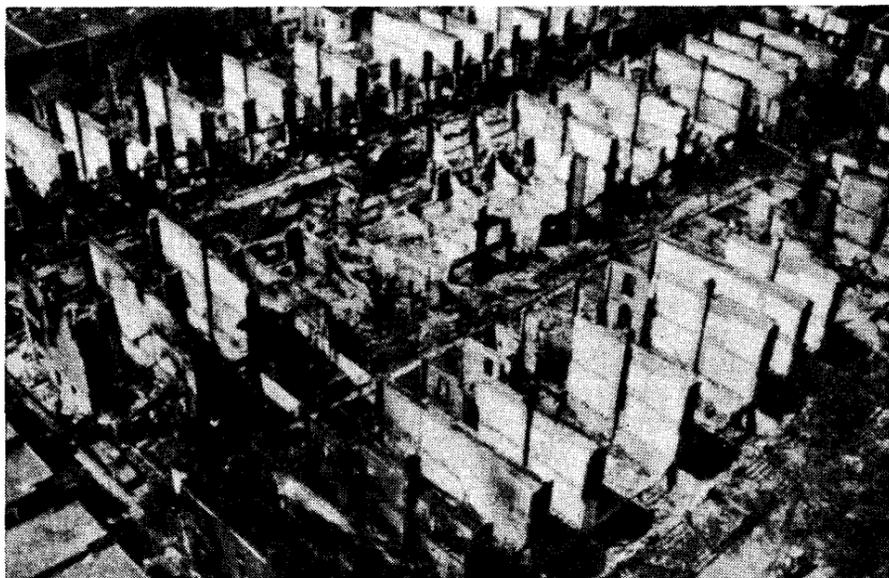
mais la misère, les attaques antisyndicales, la terreur policière raciste n'y sont pas moindres qu'ailleurs. A Philadelphie, le 13 mai 1985, le maire démocrate noir Wilson Goode a même fait lancer une bombe incendiaire sur l'immeuble occupé par la communauté noire MOVE sous prétexte que leurs voisins s'étaient plaints du bruit. Cette atrocité raciste perpétrée par les flics de Goode (avec l'aide du FBI et du ministre de la Justice de Reagan, Edwin Meese) fit onze morts, dont cinq enfants, et provoqua la destruction par le feu de tout le quartier (noir).

Aujourd'hui, un bon tiers des ouvriers américains syndiqués sont des Noirs, ce qui fait du mouvement syndical le secteur de la société où l'intégration raciale est la plus grande. Et ce sont les syndicats qui ont la puissance sociale nécessaire pour écraser la réaction capitaliste. Pendant la grève des aiguilleurs du ciel de PATCO, les dirigeants traîtres de la fédération syndicale AFL-CIO avaient organisé un rassemblement de masse de plus d'un demi-million de travailleurs. Si seulement une fraction de cette force avait été mobilisée pour fermer les aéroports, l'offensive antisyndicale aurait pu être écrasée dès le début. Mais les pontes syndicaux ordonnèrent à leurs adhérents de casser la grève des aiguilleurs du ciel, et ce fut PATCO qui fut écrasé. A Philadelphie, les ouvriers des transports et les enseignants, qui sont combattifs, sont à plusieurs reprises entrés en lutte contre les municipalités anti-syndicats. Mais quand le maire Goode ordonna de bombarder MOVE, les syndicats ne firent rien. Les syndicats doivent se mobiliser pour écraser les terroristes racistes avant qu'ils ne frappent à nouveau!

En dépit du défaitisme des pontes syndicaux, le journal *Workers Vanguard* de nos camarades de la Spartacist League/US, et en particulier ses suppléments spécial grève dont celui publié pendant la bataille des dockers de la côte est à l'automne dernier, ont été chaleureusement reçus, avec plusieurs centaines de milliers d'exemplaires distribués. Les publications spartacistes ont touché une corde sensible parce qu'elles traitent des questions brûlantes auxquelles sont confrontés syndicalistes et minorités: un programme pour écraser le Klan et vaincre ceux qui veulent casser les syndicats. Nos camarades se battent pour une lutte de classe combattive, pour des piquets de grève de masse, pour donner aux jaunes une leçon qu'ils n'oublieront pas, pour des actions de boycott ouvrier afin de réaliser une vraie solidarité syndicale. Les bureaucrates syndicaux pourront bien geindre que c'est "enfreindre la loi", mais les appels à

la "loi et l'ordre" ne marchent pas vraiment -- pas quand la population américaine, en majorité, voit avec juste raison les hommes qui dirigent ce pays, de la Maison Blanche à Wall Street, comme des menteurs et des escrocs. La prochaine fois qu'il y aura une grande grève et que les patrons obtiendront un jugement en référé ou en appelleront aux intérêts de la "sécurité nationale", les syndicats devront le leur renvoyer au visage.

Les Etats-Unis et le monde sont aujourd'hui confrontés à une dangereuse contradiction, avec à Washington un régime aux abois qui cherche désespérément une occasion de frapper n'importe qui figurant sur sa longue liste d'ennemis. En même temps, le mouvement syndical américain, dirigé par des agents impérialistes mouillés jusqu'au cou dans les machinations de l'aide aux *contras*, fait le mort. Aujourd'hui, une lutte de classe dure pourrait rapidement gagner la sympathie de larges couches de la population, des pauvres des ghettos et des chômeurs aux fermiers poussés au désespoir, en passant par les victimes désignées de la police de la pensée et de la police du sexe d'Ed Meese. Il est temps de contre-attaquer, pendant que Wall Street et ses valets de Washington sont ébranlés et en crise. Faire tomber Reagan ne doit pas vouloir dire remplacer les Républicains par les Démocrates. Un parti ouvrier lutte de classe et multiracial doit être forgé pour diriger la lutte pour écraser le capitalisme américain raciste et réaliser une révolution socialiste qui émancipera les travailleurs et tous les opprimés. ■



Miller/Woodfin Camp

A Philadelphie, le 13 mai 1985, la signature des années Reagan: les flics lâchent une bombe incendiaire sur l'immeuble de la communauté noire MOVE, assassinant onze personnes (dont cinq enfants) et provoquant la destruction par le feu d'un quartier noir tout entier. Les survivants de ce massacre seront emprisonnés.

rien responsable du NSC Pointdexter savaient tout. Donc, la question c'est quand ont-ils utilisé le système et avec qui étaient-ils en communication? Et pour le savoir, il suffit de passer les bandes!

LES TRAVAILLEURS DOIVENT FAIRE RENDRE GORGE A REAGAN!

Le désarroi des reaganiens n'a pas été admis par l'extrême droite

geants noirs démocrates, comme le révérend Jesse Jackson, préchent la confiance envers les tribunaux et les flics racistes. Ces politiciens ont pour fonction d'enchaîner la population noire au Parti démocrate raciste -- un parti où cohabitent démagogues noirs, "dixiecrates" racistes du Sud comme George Wallace et dirigeants du Ku Klux Klan. Beau-coup de grandes villes -- Chicago, Washington, Atlanta, Philadelphie... -- ont des maires démocrates noirs,

LE BOLCHEVIK

Abonnez-vous!



30F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40F (par avion: 60F)
Etranger: mandat poste international

Ecrire au Bolchévik:
B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

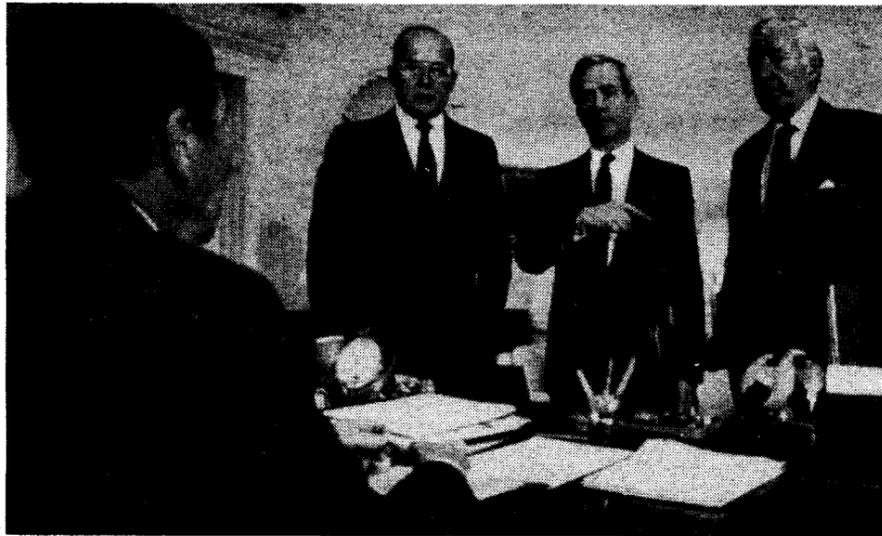
Le Contra-Irangible sème la panique à Washington

Reagan perd pied

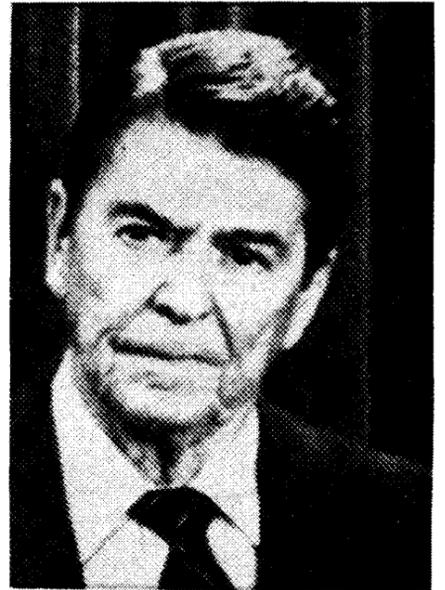
26 février -- En ce moment, chaque bourgeoisie impérialiste se débat dans sa crise à elle. En France, le régime instable de la cohabitation entre mitterrandie et chiraquie a été si fortement ébranlé par la grève des cheminots, venant après le mouvement étudiant, que les hautes sphères impérialistes, à Paris comme à Washington, s'inquiètent ouvertement de la capacité de l'équipe Chirac-Pasqua -- même avec l'aide du "garant de l'unité nationale" Mitterrand -- à survivre à une nouvelle poussée des luttes ouvrières. En Grande-Bretagne, le gouvernement Thatcher s'est lancé dans une campagne de violences policières contre les travailleurs et les minorités raciales et a engagé une répression politique destinée à intimider journalistes et opposition -- une opposition qui ne propose pourtant que de continuer à gérer l'épouvantable déclin d'un capitalisme décrépit et à poursuivre les préparatifs de guerre antisoviétique.

La plus grande des puissances impérialistes n'est pas non plus épargnée. A deux ans de la fin du deuxième mandat de Ronald Reagan, la "présidence impériale" connaît une terrible crise qui a éclaté à la suite des révélations sur les ventes d'armes "clandestines" à l'Iran organisées par la clique des proches collaborateurs de Reagan au Conseil de sécurité nationale (NSC) et sur l'utilisation des fonds provenant de ce trafic pour financer les tueurs *contras* au Nicaragua -- l'Iran-Contragate.

C'est peu de dire que le régime Reagan perd pied: jour après jour, il tombe littéralement en pièces. Alors que les commissions d'enquête cherchent "d'où est parti le coup" dans l'Iran-Contragate, les responsables de la Maison Blanche font le mort; cela fait presque trois mois qu'ils gardent le président à l'abri des questions de la presse. Mais mainte-



Les hommes du président: de gauche à droite, l'amiral Robert Poindexter (limogé), Robert McFarlane (hospitalisé après une tentative de suicide) et Donald Regan (viré).



Reuters

démisionnent en masse. Wall Street ne sent pas non plus très bon: certains des bénéficiaires en vue de la société à but lucratif Reagan et Cie se sont faits coincer par l'équivalent américain de la commission des opérations boursières pour "délit d'initié". Les journaux télévisés du soir ressemblent de plus en plus à *Dynasty*. Quel sera le prochain épisode? Oliver North se glisse à l'intérieur de la Maison Blanche pour tenter d'abattre Donald Regan?

La veille du jour où il devait témoigner devant la commission Tower, qui enquête sur le NSC, l'ancien conseiller pour la sécurité nationale et ex-Marine Robert McFarlane tentait de se suicider en avalant 20 ou 30 comprimés de valium. McFarlane fut admis d'urgence à l'hôpital naval de Bethesda, où il rejoignait William Casey, maintenant ex-chef de la

plient bagage "tant que leurs liens avec le gouvernement ont encore de la valeur sur le marché". La crédibilité de Reagan est tombée tellement bas qu'un sondage réalisé pour *Cable News Network* et *US News and World Report* montre qu'il y a plus de gens qui font confiance à leur garagiste qu'au président!

Depuis six ans, la réaction reaganienne s'est attaquée à pratiquement tous les secteurs de la population américaine. Les Noirs et les autres minorités n'ont jamais eu d'illusions sur le klandiat de la Maison Blanche. Les travailleurs ont été la cible d'une campagne antisyndicale massive. En 1981, Reagan à peine élu a lancé l'offensive avec le licenciement pour fait de grève des aiguilleurs du ciel organisés dans le syndicat PATCO. D'énormes pans des industries de base ont été démantelés, des centaines de milliers d'ouvriers jetés au rebut tandis que les escrocs spéculant à Wall Street et les fournisseurs de l'armée empochaient des milliards. Aujourd'hui, ce gouvernement profondément raciste et antiouvrier est vulnérable et peut être battu. Mais la réaction capitaliste ne verra pas son cours renversé par des commissions d'enquête du style Watergate ou par les Démocrates au Congrès. Mais il existe la possibilité objective de faire tomber Reagan avec une lutte de classe acharnée!

REAGAN DANS LES CORDES

Il y a une profonde crise de régime à Washington. Dans son discours sur l'état de l'Union, Reagan s'est engagé à aller jusqu'au bout sur deux points: la guerre des étoiles et l'aide aux *contras* contre-révolutionnaires du Nicaragua. A peine quinze jours plus tard, le chef d'état-major général lui-même remettait le tout en cause publiquement. Faisant référence aux plans des reaganauts pour déployer dans un bref délai une défense anti-missiles, l'amiral William Crowe affirma carrément qu'"une décision de déploiement est prématurée". Finies les élucubrations de haute technologie sur les canons laser et les faisceaux à particules -- même l'IDS a essuyé la DCA. Crowe a aussi fait pratiquement une croix sur les *losers contras* de Reagan, en déclarant qu'ils avaient intérêt à obtenir rapidement un "succès". S'ils n'y réussissaient pas, "Les

chefs d'état-major seraient certainement opposés à un engagement américain direct" (*Washington Post*, 13 février). Le porte-parole de la Maison Blanche, Fitzwater, a répliqué que "l'engagement américain vis-à-vis des *contras* a été résolu [...]"

Les alliés impérialistes de Reagan sont mécontents de ne pas être consultés sur le déploiement de la guerre des étoiles, mais ce n'est là qu'un de leurs griefs. A la mi-février, les Etats-Unis ont été obligés d'annuler une conférence sur le "terrorisme" avec les principales puissances occidentales. Même les plus proches partisans de Reagan, comme Margaret Thatcher, ont fait savoir qu'ils ne voulaient pas voir les Américains jouer les cow-boys au Liban. Les Etats-Unis durent effectuer une volte-face embarrassante en retirant un porte-avions, quatre navires de guerre et un groupe amphibie de 2000 Marines des eaux libanaises. Pendant ce temps, des quantités de personnalités américaines influentes, dont Jeane Kirkpatrick et le machiavélique Henry Kissinger, se précipitent en URSS pour voir le "prodige de Moscou". Un membre de l'entourage de Kissinger déclarait qu'ils avaient tous été impressionnés par "l'intelligence, la vitalité et les évidentes qualités de leader" de Gorbatchev -- personne, ces jours-ci, n'en dira autant de Reagan.

Mais en même temps, la classe dirigeante américaine tout entière, y compris l'opposition du Parti démocrate, veut éviter d'affaiblir la "présidence impériale" -- et celle-ci a encore deux ans à tirer. Qu'il s'agisse du viol de la Grenade, de voter l'aide aux *contras*, des bombardements terroristes en Lybie, les Démocrates se sont rangés derrière Reagan. De l'invasion de la Baie des Cochons de Kennedy à la guerre impérialiste au Vietnam, les Démocrates ont eu autant recours à la terreur d'Etat que les Républicains. Ils ne sont pas prêts de démanteler l'appareil de la police secrète, les opérations clandestines de la CIA, les coups tordus du FBI aux Etats-Unis mêmes. Comme l'a expliqué le *New York Times* dans un éditorial, ce que la classe dirigeante veut c'est un "contrôle des dégâts": "Il faudra de l'ingéniosité pour mettre des garde-fous à cette présidence impériale sans entraver les autres" (*New York Times*, 9 février).

Suite page 11



Conrad/LA Times

Saïgon 1975 et la Maison Blanche 1987: les rats quittent le navire.

nant, il s'avère que les têtes brûlées du NSC ont laissé derrière elles des cartons entiers de bandes magnétiques d'ordinateurs qui pourraient torpiller l'administration. L'un des hommes du président a tenté de se suicider, tandis que les autres

CIA, récemment opéré d'une tumeur au cerveau. Un article paru dans le *New York Times* du 8 février décrivait l'atmosphère de désarroi et de sauve-qui-peut à la Maison Blanche en révélant que des collaborateurs haut placés dans l'administration